

AGORA

REVUE LIBERTAIRE BIMESTRIELLE N 19 HIVER 83-84 12 F

BIG BROTHER



IS WATCHING
YOU



- L'opposition CFDT
- Scalzone, paroles de l'autonomie
- Les nouveaux habits du fascisme

Sommaire

HEXAGONE

- 4. - **Syndicats** : Les bureaucraties sont-elles "ringardes" ?
- 6. - **Presse-Etat** : Le poids du fric, le choc des pouvoirs.
- 8. - **Communisme** : Autopsie d'un requin.

ARGUMENTS

- 11. - **Communication** : Vidéo en sons et lumières.

REPERES

- 14. - **Extrême-droite** : Les habits neufs du fascisme.

- 15. - **Labyrinthe** : Visite d'une constellation.
- 16. - **Méandres** : Les liaisons dangereuses.
- 20. - **Idéologie** : Le racisme "scientifique".
- 21. - **Collusion** : Aux ordres du patronat.
- 23. - **Riposte** : De l'antifascisme.

SANS FRONTIERES

- 25. - **Italie** : Scalzone : paroles de l'autonomie.
- 27. - **Afghanistan** : Femmes invisibles, femmes opprimées.
- 29. - **Espagne** : La CNT-Rénovée en Congrès.

NOTRE MEMOIRE

- 31. - **Anars italiens** : Livourne-la-Rebelle.

CASE LIBRE

- 35. - Derrière Malville, nos euromissiles.

EN MARGE :

- 10. - Lutttes présentes et à venir.

AGORA S'AFFICHE :

- 18. - Notre chemin : la liberté.

KIOSQUE :

- 24. - Il pleut des livres.

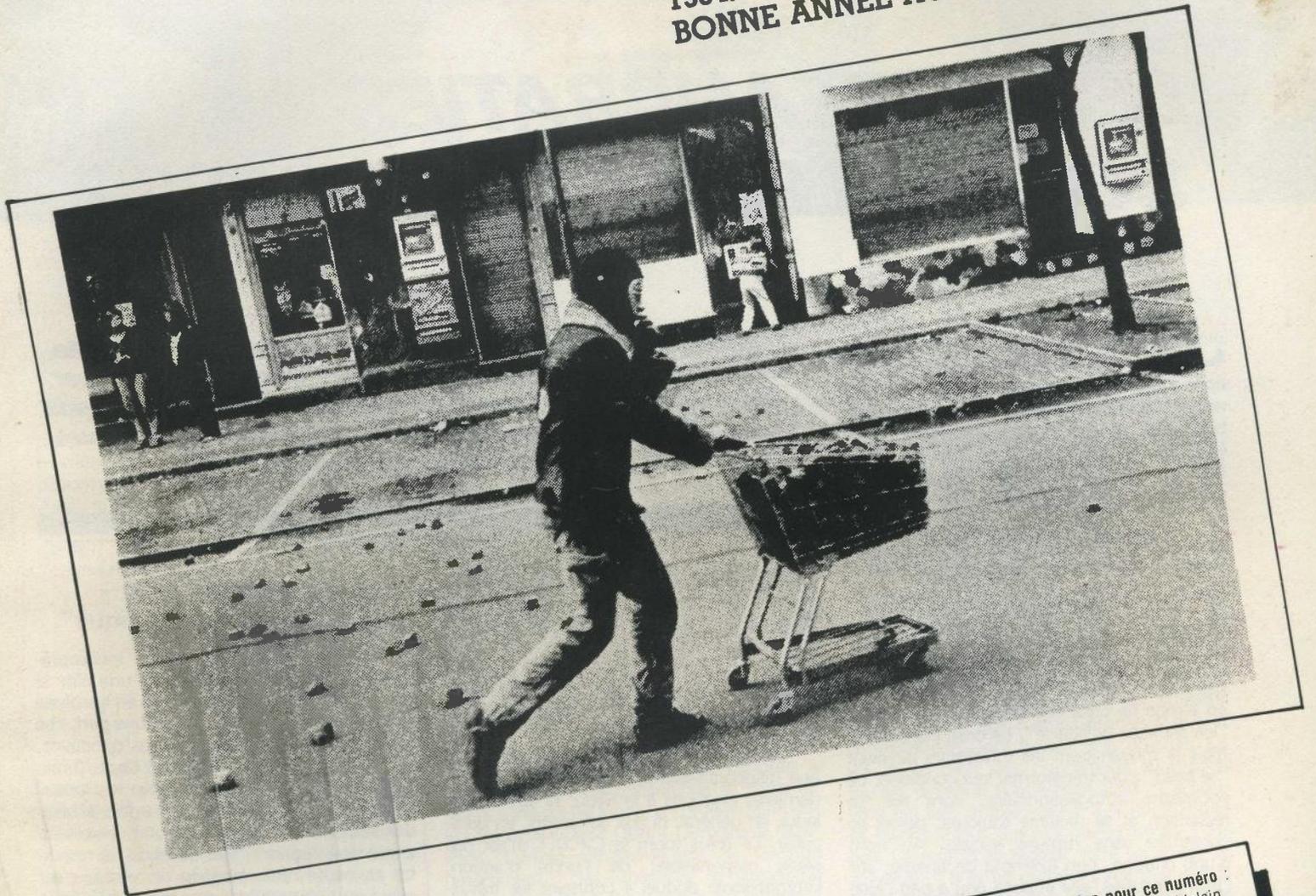
MEGAPHONE :

- 34. - Faut tout vous dire.

LA ZITTE...



1984,
BONNE ANNÉE AUX LUTTES !



AGORA
revue libertaire n° 19
Hiver 83

RÉDACTION

Directeur de publication : Solon Amoros.

Equipe de rédaction : Claude Ariso, Juanito Marcos, Michel Auvray, Jean-Louis Nadar, Tony Alvarez, Solon Amoros, Violette Marcos.

Correspondance : Agora, BP 1214
31037 Toulouse Cedex

Permanence téléphonique : les vendredis
de 18 h à 20 h au (61) 59.24.01.

TECHNIQUE

Composition : Scot Caractères
16, impasse Bélou - 31200 Toulouse
Tél. (61) 23.96.75

Imprimerie : SACCO
10, rue Gazagne - 31300 Toulouse
Tél. (61) 42.03.30.

Façonnage : M.D.P.
10 bis, rue des Teinturiers - 31300 Toulouse
Tél. (61) 42.12.48.

ABONNEMENTS

Prix au numéro : 12 F

Abonnement : 6 numéros : 70 F
(Etranger, Tom-Dom : 85 F
Par avion : 105 F)

Abonnement de soutien : à partir de 150 F

Diffusion militante : 5 exemplaires : 55 F
10 exemplaires : 100 F

Pour tout versement : Agora
CCP 3 716 Y Toulouse

Commission Paritaire : 62 601
I.S.S.N. : 0245-3630
Dépôt Légal : décembre 83

Le poster central du numéro est en vente
au prix unitaire de 5 F (à partir
de 10 exemplaires, 3 F pièce)
frais de port compris.

Ont été mis à contribution pour ce numéro :
Christian Foisnon, Claude Ariso, Ghislain
Bellorget, Hervé Favreud, Jean-Louis Malan,
Jean-Louis Nadar, Julie Desgranges, Julien
Dreux, Juanito Marcos, Michel Auvray,
Nicolas, Solon Amoros, Tony Alvarez,
Trempas, Violette Marcos, les publications
"Silence" et "Umanità Nova" et les copains
et copines de la Scot Caractères,
de l'Imprimerie Sacco et de l'Atelier
de façonnage M.D.P. A tous merci.



LES BUREAUCRATIES SONT-ELLES "RINGARDES" ?

JAMAIS la division syndicale, alimentée depuis l'Afghanistan par la politique étrangère, n'a été aussi vive. Les élections à la Sécurité sociale, ont permis de faire un bilan extrêmement pessimiste de la crédibilité que peuvent avoir, auprès des travailleurs, les centrales ouvrières, que ce soit la C.G.T. ou la C.F.D.T. Mais c'est pour celle-ci que le constat est le plus catastrophique.

"Les espaces de liberté" sont devenus des impasses.

DEPUIS plus de deux ans, la C.F.D.T., après avoir, sous la droite, mis en place le cadre du "recentrage" (rebaptisé tardivement : resyndicalisation), s'est lancée dans l'élargissement de ce qui selon elle, en temps de crise économique, pouvait être "les espaces de liberté". La crise était désormais le moyen dont les travailleurs devaient "se saisir" pour transformer leur condition. Le socialisme autogestionnaire, dont elle se réclamait, et se réclame toujours, devait se construire sans rupture sociale. Au nom d'une critique, non exempte de finesse, sur l'Etat centralisé, elle imposa peu à peu l'idée du refus de l'intervention de l'Etat, notamment dans le problème de la réduction du temps de travail. Dédouanant ainsi le pouvoir socialiste, elle laissa isolés dans chaque entreprise, les travailleurs face à un patronat qui, surtout dans les PMI, vit rapidement l'intérêt qu'il pouvait tirer d'une telle situation.

Le même scénario se reproduisit avec les fameuses "lois Auroux" qui trouvèrent grâce à la C.F.D.T., un très large amplificateur, bien que dans la réalité des entreprises, elles soient peu appliquées, d'une part à cause des freins mis par le patronat mais aussi parce qu'elles ne sont pas portées réellement par un mouvement social. Car là est le problème : les revendications, en soi, de la C.F.D.T., ne sont pas ineptes (réduction du temps de travail, progression prioritaire du pouvoir d'achat du Smig) ; mais leur application suppose deux conditions essentielles : être portées par un large mouvement social, se situer en rupture (même progressive) par rapport à la société actuelle. Et c'est ce pas que la centrale cégétiste a choisi clairement de ne pas franchir dès 1978. Son option "rocardienne" de départ, l'a conduit à devenir un "brain trust" social-démocrate. Mais depuis peu, elle a peaufiné ses positions. Désormais, ses analyses, notamment économiques s'apparentent de plus en plus de celle de Delors. Il ne s'agit plus, pour elle d'échafauder des

JUSQU'OU les syndicats français iront-ils, dans leur collaboration avec le pouvoir actuel ? Comment s'étonner, dans ces conditions, que le mouvement social se terre dans les aspérités du combat pacifiste et dans des grèves purement défensives et strictement localisées.

théories modernistes sur la crise (nouvelles technologies) mais de bâtir l'essentiel de son raisonnement sur les fluctuations du commerce extérieur (!).

Maire, annonçant la rigueur sur le perron de l'Elysée, est ainsi apparu comme le porte-parole du gouvernement, en matière économique.

Cependant, les subtilités de cette politique n'apparaissent pas évidentes au vu des dernières élections à la Sécu, ni aux travailleurs, en général, ni aux adhérents, en particulier. Le refus (dont la C.F.D.T. n'est pas seule responsable) de l'unité d'action, l'immobilisme auquel il contraint les travailleurs, ne peuvent qu'accroître le scepticisme qui peu à peu gagne "l'électorat" de la C.F.D.T.

"C'est avant tout un problème pédagogique".

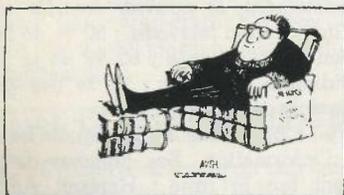
DEVANT ce malaise, cette incompréhension entre, d'une part une élite si "éclairée" qu'elle alimente en hommes et en idées les ministères, et d'autres part, ces travailleurs qui ne suivent pas les directives, on aurait pu s'attendre, de la part de ce "brain trust" à plus de finesse. Or, dès le Conseil national du 27-28 octobre, qui a fait le bilan des élections à la Sécu, N. Notat, secrétaire confédéral déclare : "Pas question de remettre en cause notre langage de vérité, c'est avant tout un problème de pédagogie". Et P. Héritier, secrétaire confédéral lui aussi, ajoute : "Nous avons repoussé la tentation d'un syndicalisme à profil bas, ou "rétro", à





tradition anarcho-syndicaliste. Nous restons accrochés à un syndicalisme de propositions”.

C'est à la fois un sentiment chrétien (faire passer la bonne parole) et léniniste (“la classe ouvrière est toujours trade-unioniste”) qui désormais vont animer la centrale syndicale. Ainsi, si le “look” de la C.F.D.T. ne convient pas aux travailleurs, c'est qu'ils sont “ringards”, “out”, “frileux”, “corporatistes”, “cagneux” en somme.



Il s'agit donc maintenant de faire appel à tous les moyens pédagogiques modernes pour expliquer aux travailleurs que l'exploitation est un “vieux truc”. Tout le fonctionnement de la centrale et l'immobilisme actuel, ne peuvent qu'accréditer ces “théories”.

Face à cette ligne majoritaire, qui non seulement accepte le redéploiement, mais aussi le suscite, l'opposition réapparaît et surtout se transforme.

Les vieilles oppositions d'antan.

ISSUE elle-même d'une scission à l'intérieur de la CFTC, la CFDT depuis ses origines, a connu main-tes “sensibilités” différentes. La ligne dite du “recentrage”, fut combattue, dès son apparition. C'est au cours des différents congrès que les oppositionnels se comptaient (135 syndicats à Metz, en 1982, sur un millier de syndicats que compte la centrale). Au fil des années, on pouvait ainsi voir l'impact plus ou moins grand des thèmes confédéraux sur les militants. Peu à peu, on s'aperçoit ainsi que le thème du recentrage passe mieux et que les critiques portent davantage sur les revendications immédiates mises en avant (baisse du temps de travail avec compensation ou non de salaire, etc.). En dehors des congrès, à une époque où les oppositions se concrétisaient à travers les luttes, la confédération utilisait les expulsions : Usinor Dunkerque, BNP Paris, l'Union départementale de Gironde notamment. Ces mesures d'ostracisme s'accompagnaient chaque fois de rappels à l'ordre. Au congrès d'Annecy, Maire dénonça les “coucous” ; avant celui de Metz il accusa 50 à 100 syndicats de vouloir se constituer en tendance (ceci étant la pire insulte faite à un cédédiste toujours hanté par l'exemple de la FEN).

Depuis bientôt un an, les choses ont un peu changé pour l'opposition. D'abord, l'échéance du prochain congrès est encore loin : 1985. Ensuite, l'immobilisme actuel conforte la bureaucratie syndicale dans ses positions. Seules quelques luttes sporadiques et surtout la dernière grève des centres de tri (les travailleurs ont dû s'opposer par leur lutte à un plan de redéploiement accepté d'avance par les instances dirigeantes de leur syndicat !) ont montré, dans le concret l'ampleur du clivage.

Si donc, dans un passé récent, l'opposition a pu penser, avec raison, se construire, à travers les luttes menées, aujourd'hui elles sont loin de suffire pour amplifier le débat. Forts de ce constat, le 11 juin dernier, suite à l'appel lancé à Metz par 135 syndicats, des délégués venant de 14 régions et de 13 fédérations différentes (soit 83 syndicats) se sont retrouvés à Paris, autour d'un texte : “Pour une autre démarche syndicale”. A la suite de cette rencontre est née une revue : “Alternative syndicale. Revue de débat critique pour le développement des luttes sociales”.

A travers ces démarches et cette revue, un nouveau type d'opposition se dessine.

Une opposition à construire.

AUJOURD'HUI, comme hier, l'opposition est composite. La Ligue et autres trotskiste y tiennent une place de choix (comme à la CGT par ailleurs). Sa stratégie y est simple : grossir son organisation en s'implantant davantage. Avec cette stratégie, elle peut s'installer dans l'opposition, comme d'autres sont vissés au pouvoir. Autour d'eux, on trouve tous ceux qui immuables, se réfèrent à d'autres chapelles, mais ont le même comportement tout en ayant moins de moyens. Ce qui caractérise ce large groupe c'est que fondamentalement il est souvent prêt à recourir aux mêmes procédés que la confédération pour asseoir son pouvoir. La vie ou la mort des oppositions syndicales (qu'est devenue l'opposition CGT ?) a souvent été liée, entres autres, aux fluctuations et, disons le mot, aux magouilles de ces groupes. Comme le dit Richter, dans un article de la revue : “S'ils ne comprennent pas que le comportement de guide, d'avant-garde, doit se transformer en rôle d'animateur respectant les rythmes et les règles nécessaires à une démocratie de masse, tout travail en commun dans l'organisation syndicale sera vouée à l'échec”.

Mais aujourd'hui, dans les opposants CFDT, on doit tenir compte de tous ceux qui veulent relancer les luttes, tout en étant fermes sur les principes de démocratie syndicale et sur la nécessité de débats. Ces éléments sont prioritaires dans la construction d'une opposition tant soit peu crédible et surtout viable.

Dans ces conditions, l'apparition de la revue, telle qu'elle se présente à l'heure actuelle, laisse sceptique. Elle n'est en rien l'émanation de ce qui se construit (cf. l'édito), on voit mal en plus la différence entre elle et “Résister”. C'est pourquoi, on pourrait suggérer que les deux équipes de rédaction fusionnent et qu'enfin l'ensemble des opposants s'expriment clairement (dans un bulletin). Les débats et les rencontres sur des bases claires — donc démocratiques — sont seuls, aujourd'hui, capables de faire grossir l'opposition, de la faire avancer. Et contre ça, toute la bureaucratie mairiste et autre krasukiste du monde ne pourront rien y faire ? On le souhaite...

J. Desgranges



LE POIDS DU FRIC, LE CHOC DES POUVOIRS



MAUROY en a réservé la surprise aux participants au Congrès socialiste de Bourg-en-Bresse. Le 29 octobre, il y annonce la volonté gouvernementale de "rendre force de loi à l'ordonnance de 1944", qui régit, très théoriquement, l'organisation de la presse.

RÉPONDANT aux bonnes volontés de la Libération, l'ordonnance rédigée sous De Gaulle le 26 août 1944, interdit à une même personne physique de contrôler plusieurs titres. Les aspirations au pluralisme et à la démocratie voulaient par là se donner une arme sur un terrain d'importance, passablement miné par la collaboration. Les nouveaux titres fleurissent alors sans discontinuer. Mais l'ordonnance en question ne sera jamais efficace, et pour cause, elle ne connaîtra jamais de décret d'application. Place donc aux requins !

LE POUVOIR NE S'INVENTE PAS, IL S'ACHÈTE

L'INTOX restant l'arme douce préférée par les pouvoirs (par tous les pouvoirs), la presse va constituer un enjeu essentiel. À la fois par la domination qu'elle assure et par la dépendance qu'elle crée, tout aspirant ou possesseur de l'autorité rêve d'un monopole sur l'information.

Le pouvoir ne s'invente pas, il s'achète. L'information est une source de profit non négligeable et donc un enjeu pour toute coterie, qu'elle soit politique ou industrielle. Et le septennat giscardien ne s'était pas privé de cette maîtrise (1). A cette époque : "Partiellement ou en totalité, directement ou indirectement, le pouvoir contrôle 100 % de l'information télévisée ; 80 % de l'information radio-diffusée ; 67 % de la presse quotidienne nationale ; 65 % des grands magazines nationaux". (2)

Peu à peu, l'Etat avait grignoté les espaces d'information. Ses hommes de main avaient fait le reste : Hersant, Amaury, Lagardère... La concentration et le monopole allaient bon train. Si, en 1946 on comptait 28 quotidiens nationaux, il n'y en a plus que 11 en 83. De la même façon, les 175 quotidiens de province en 46, ne sont plus aujourd'hui que 73.

Hersant (voir encadré), contre qui veut se battre le pouvoir socialiste à travers son projet de loi, touche maintenant un lecteur de quotidien sur cinq. Et, paradoxalement, l'arrivée de la gauche au pouvoir n'a fait qu'accélérer le processus. Depuis 81, le groupe de presse Hersant (malgré son inculpation datant de 78) est passé de 17 à 20 % dans son contrôle de la presse quotidienne régionale et nationale. Un sacré appétit...

LES EMPIRES PRÉSERVÉS

ON comprend que Mauroy ne supporte pas une telle concurrence. Il va donc engager la lutte, mais une lutte des plus timides. Reprenant les travaux de Vedel en 79, le projet de loi socialiste établirait quatre règles en faveur du pluralisme. Un groupe ne pourra posséder plus de trois titres nationaux, dont un quotidien. Un groupe ne pourra posséder un titre national et un titre régional. Un groupe régional ne pourra posséder qu'une part (environ 15 %) du marché global. Enfin, tout quotidien doit posséder une équipe rédactionnelle autonome. Concrètement, *Le Figaro* ne devrait donc plus ressembler à *L'Aurore*...

L'opération socialiste, pour difficile qu'elle soit à mener à terme, comporte bien des avantages pour les tenants du pouvoir.



Le « Figaro-Aurore », un des symboles du « système » Hersant.

DES SOUS A GAGNER, DES CERVELLES A MAITRISER

Une réforme de "gauche" (pluralisme, transparence...) venant rassurer, à peu de frais, un électorat déboussolé face à la politique droitiste menée par le gouvernement. Un espoir de grignoter les pouvoirs de l'opposition sur les médias, ou, en tout cas de limiter les dégâts. Si le projet est mené à bien, tout sera pur bénéfique.

Mais rien ne sert de cacher les faiblesses et les atermoiements d'un tel projet. Dans son utopie humaniste, le pouvoir fait de la presse un simple enjeu idéologique, feignant d'ignorer que les lois du capitalisme industriel sont également valables dans ce secteur. Or, les positions dominantes sont surtout affaire de profits. Sur ces points (publicité, imprimeries, immeubles...) le projet fait silence. Deuxième faille, le texte préserve les monopoles et empires régionaux : *Sud-Ouest*, *Progrès*, *Dépêche du Midi*... Il faut savoir que dans 23 départements, le lecteur ne peut actuellement acheter qu'un seul et même quotidien. A ne pas vouloir s'attaquer à ces féodaux, le pouvoir ne change rien. Enfin, troisième reculade, les délais d'application de la loi permettront très vraisemblablement aux magnats de la contourner. On peut leur faire confiance...

L'ÉLITE ET SES PRIVILÈGES

LE projet n'envisage qu'une autonomie des équipes rédactionnelles sans leur donner de responsabilité dans l'orientation des titres. Les journalistes resteront donc à la botte. Et certains s'y trouvent d'ailleurs bien...

Alors, cette loi, poudre aux yeux ? Pas tout à fait mais presque. Soustraire l'information à la domination de l'argent serait



Occupation du ministère de la Justice, le 20 juillet, par la Fédération française des travailleurs du Livre (CGT).

effectivement aider l'existence d'un réel pluralisme. Mais, qui le veut ? Tout anti-autoritaire engagé dans la bataille de la liberté d'information et d'expression ne peut, pour sa part, que le souhaiter. Quant au futur, des éléments d'une presse libérée (et libertaire) ont été fournis ces dernières années, aussi bien par les expériences de la presse marginale et underground que par cet "amour exécré" que fut en son temps *Libération*. Que ce soit dans le ton et le style (refus des normes, contre-courant, insolence, liberté...), ou dans les formes de production (pas de publicité, décisions en assemblée, pas de hiérarchie, salaires égaux, rotation des tâches...).

Sur ce dernier point, la gauche freine des quatre fers depuis longtemps. Par exemple, au sujet de la participation des ouvriers aux orientations du journal, Jean Daniel, le gourou du *Nouvel Observateur*,

déclarait avec des frissons dans le dos : « Ce sera un problème. Je me vois dirigeant le journal rencontrant tout à coup l'hostilité, pour ne pas dire le barrage, des typos ou de mon administration, ou du Syndicat du Livre, qui exigeront de moi des silences ou des compromissions ou m'imposeront des contraintes » (3).

Visiblement, l'élite n'est pas prête à lâcher ses privilèges d'expression. Mais qui donc à peur que les paroles ouvrières cessent d'être mutilées ?

T. ALVAREZ

(1) Voir le dossier "Médias : parole mutilée", AGORA n° 6, été 81.

(2) "Le Monde" du 18.12.80.

(3) "78", si la gauche l'emportait", Ed. Ramsay.

CITIZEN HERSANT

Robert Hersant est un "gros" de la presse. Il y a trente ans, il créait l'AUTO-JOURNAL. Cinq ans après, il est élu député de l'Oise. En avril 56, un débat parlementaire invalide son mandat. Aujourd'hui, à 63 ans, il est à la tête d'un groupe de presse qui emploie plus de 8 000 personnes et réalise un chiffre d'affaire supérieur à mille millions. Il n'a pas son pareil pour tourner les lois et truquer ses journaux : titres différents, contenus identiques. Avec lui, vous croyez acheter l'AURORE (ce qu'on ne vous souhaite pas)... et vous lisez LE FIGARO (ce qu'on vous souhaite encore moins !). Voici quelques extraits de sa carte de visite.

* QUOTIDIENS

FRANCE-SOIR (505 000 exemplaires) ; LE FIGARO (312 000 ex.) ; L'AURORE (35 000 ex.) ; PARIS-NORMANDIE (Rouen, 144 000 ex.) ; NORD-MATIN (Lille, racheté en 67 aux socialistes, 101 000 ex.) ; NORD-ECLAIR (Roubaix, 91 000 ex.) ; CENTRE-PRESSE (Poitiers et Rodez, 78 000 ex.) ; FRANCE-ANTILLES (La Martinique) ; L'ECLAIR (Nantes, 25 000 ex.) ; LA NOUVELLE REPUBLIQUE DES PYRENNES (Pau, 18 600 ex.) ; LE

HAVRE-PRESSE (17 500 ex.) ; LA LIBERTE DU MORBIHAN (Lorient, 16 000 ex.) ; LE BERRY REPUBLICAIN (Bourges) ; LYON-MATIN (couplé avec FRANCE-SOIR) ; MIDI-LIBRE (Montpellier) ; RHONE-ALPES (couplé avec LE FIGARO) ; contrôle du groupe LE DAUPHINE LIBERE.

* LES AUTRES HERSANT

FIGARO-MAGAZINE (408 000 ex.) ; L'ACTION REPUBLICAINE (Dreux, hebdo) ; PRESSE-OCEAN (Nantes) ; HAVRE-LIBRE ; L'AUTO-JOURNAL (308 000 ex.) ; SPORTS-AUTO (100 000 ex.) ; LA BONNE CUISINE (152 000 ex.) ; VOTRE TRICOT ; LE NOUVEL ADAM ; LA PECHE ET LES POISSONS ; TOUTE LA PECHE ; AU BORD DE L'EAU ; LA REVUE NATIONALE DE LA CHASSE ; LES CAHIERS DU YACHTING (40 000 ex.) ; BATEAUX ; POINT DE VENTE.

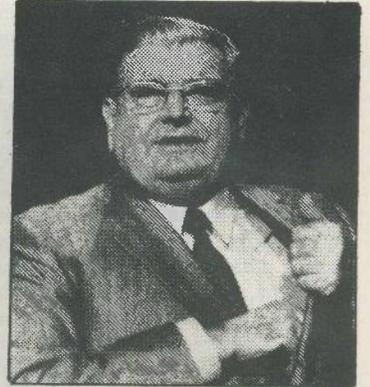
* POUR COMPLETER LA CHAINE

SOCPRESSE ; imprimerie SIRLO ; imprimerie NORD-PRINT (Roubaix, imprime NORD-MATIN et NORD-CALAIS) ; PUBLI-PRINT (agence de publicité) ; AGPI (agence de presse).



AUTOPSIE D'UN REQUIN

DOUMENG Jean-Baptiste. Il est partout, accapare la scène, jouant des mots et des coudes. Démêlés avec le fisc, contrat mirobolant à l'Est, passages sur l'écran... Cet homme de 65 ans, membre du P.C. depuis l'âge de 16 ans, déclare à qui veut l'entendre : « Je suis communiste, mais je profite des failles du système. » La réalité serait plus proche de : « Je suis communiste, donc je profite... ».



JEAN-Baptiste Doumeng, "milliardaire rouge", "roi du pétrole vert", "courtier de l'Est"... Les appellations ne manquent pas pour cet homme qui maîtrise une quarantaine de sociétés et contrôle fermement leur structure internationale. Au total, quelque 10 milliards de chiffre d'affaires.

APRES MOI, S'IL EN RESTE !

SON tableau de chasse est assez impressionnant. Pour ce qui est de l'agriculture, il possède sept sociétés en Midi-Pyrénées : dans les céréales, la viande (Société Centrale de Viande, numéro un de la boucherie avec 335 000 tonnes en 78), le vin (avec SICA-Vin et les Caves coopératives de Longage), les fruits et légumes (SICA-ASO).

Dans le domaine coopératif, dix sociétés lui appartiennent dont la fameuse Interagra et UCASO. Et puis, bien sûr il fait aussi dans le commercial : une vingtaine de sociétés réparties entre Paris et Toulouse. Cela, c'est pour le "visible direct". Ajoutons-y pour la bonne bouche, les intérêts importants qu'il a dans le G.I.E. (groupement d'intérêt économique) de la région qui se situe au premier rang des exportateurs français.

Que l'on soit ou non communiste, lorsqu'on accumule des biens, on entasse les titres et les pouvoirs. Le Jean-Baptiste se retrouve donc président de l'Union Nationale des caves coopératives. Vice-président de la Chambre d'agriculture. Idem pour l'A.C.I. (Alliance coopérative internationale) qui



regroupe quelque 330 millions de sociétaires en 65 pays. Nommé administrateur de la COFACE par le pouvoir, on le voit parader dans le dîner officiel offert au président algérien Chadli. On ne peut plus se passer d'un tel homme qui étend son influence de Paris à Moscou en passant par l'Afrique.

JE ROULE POUR QUI ?

ALORS, communiste cet homme ? Pourquoi pas. A condition de savoir piétiner tous les principes affirmés théoriquement. Rien d'étonnant à cela : l'histoire stalinienne nous a habitué à pire.

Doumeng semble prendre systématiquement le contre-pied de tout raisonnement de gauche. Contre l'esprit des coopératives et leur réalité (même sujettes à discussion) qui lui permettent de traiter avec des non-coopérateurs. Mains libres et mains sales.

Alors que les viticulteurs s'opposent aux importations de vin, Doumeng achète 75,10 % des importations italiennes. Les réactions ne se font pas attendre. La même année SICA-Vin est saccagée par un commando, et en mars 82 à Sète, 50 000 hectolitres de vin coulent par terre après l'explosion du Comptoir Agricole français dont il est un des principaux actionnaires.

Enfin, côté patronat, en juillet 82 à SICA-Vin c'est la grève pour s'opposer aux licenciements prévus par Jean-Baptiste. Seul côté amusant : ça se passe entre camarades puisque l'embauche dans l'empire Doumeng se fait sur présentation de la carte. Là aussi rien d'étonnant : les employeurs ou bureaucrates communistes nous ont accoutumés à ce genre de dégraissage dans leurs entreprises ou leurs organisations. L'exemple vient de loin, le modèle est à l'Est.

L'EMPIRE DE MOSCOU AU CONGO

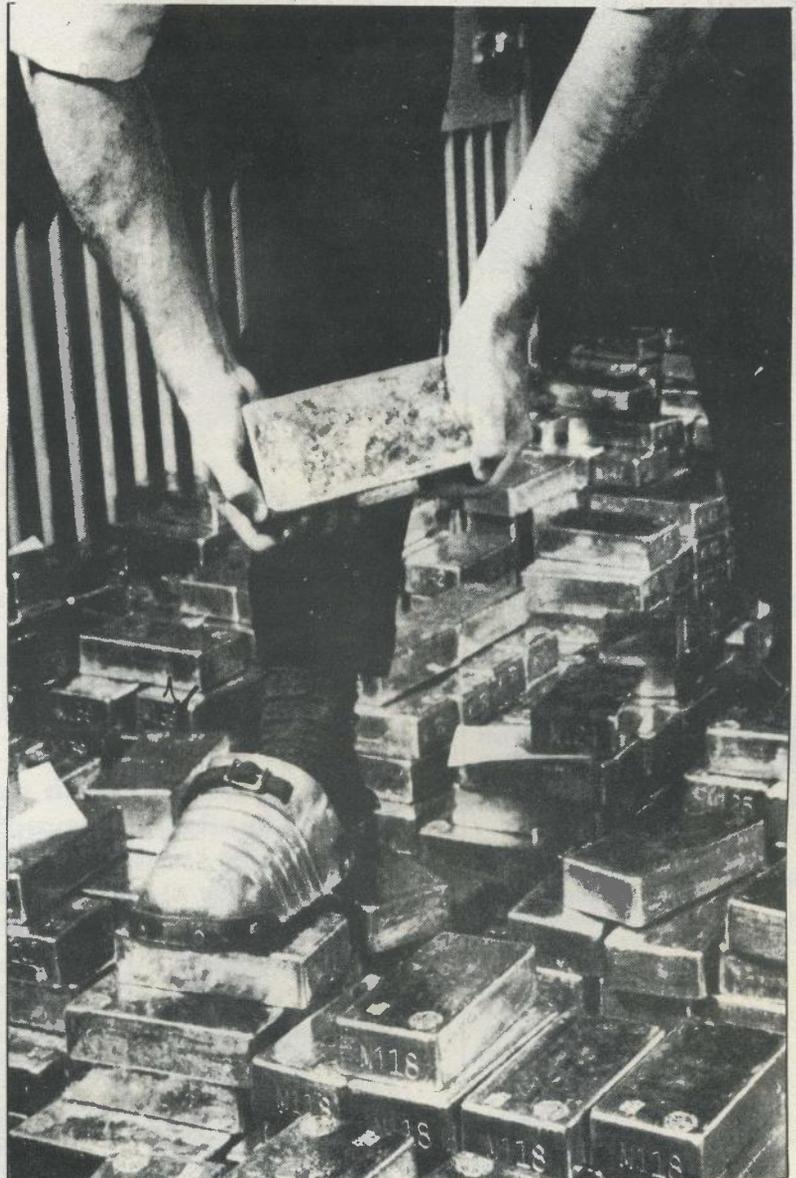
CAR Jean-Baptiste est le principal courtier des pays communistes. Aucun échange important avec cespays ne peut lui échapper : une sorte de monopole économique et politique dont les retombées pour le PC ne sont certainement pas à dédaigner. Une succession de gros coups : en 73 il vend à l'URSS quelque 200 000 tonnes de beurre, du vin, de la viande... En 80 ce sont les excédents agricoles qu'il écoule (subventionnés par la Communauté et malgré l'embargo décrété par Carter).

En 82, c'est un contrat d'échanges sur 5 ans d'une valeur de 200 millions de dollars qui est signé avec Hanoi. Et ces derniers temps ce sont 1,5 million de tonnes de céréales vendus à l'URSS en exclusivité par Interagra subventionné par la Commission européenne.

Doumeng sait aussi se faire le relais de la politique des pays de l'Est en Afrique Noire. Il y prolonge un certain colonialisme rétrograde, principal allié de la politique industrielle soviétique dans ces pays : équipement de zones avicoles, contrôle du commerce agro-alimentaire, construction de bâtiments universitaires... Il pille les campagnes pour nourrir les villes. Congo, Ghana, Dahomey, Nigeria... Doumeng s'installe prioritairement dans les régions particulièrement sensibles de l'échiquier géopolitique international.

Indispensable à Giscard, le voici nécessaire à Mitterrand. Preuve de plus d'une continuité dans la politique extérieure. Tout le monde est agacé par le magnat rouge, et personne ne peut s'en passer. Capitalisme et communisme y ont trouvé le symbole commun et écœurant qu'ils méritent et dont ils ne peuvent se séparer. Une alliance qui n'est pas si contre-nature qu'on a voulu nous le faire croire.

Hervé Favreaud



NOUVEAUX TARIFS EN FEVRIER.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnements :

6 numéros 70 F.

Soutien : 150 F et plus.

Diffusion militante :

5 exemplaires : 55 F.

10 exemplaires : 100 F.

A retourner à "Agora" :

B.P. 1214, 31037 Toulouse-Cedex.

Règlements à l'ordre de :

Agora, CCP 3 716 17 Y - Toulouse.

EN MARGE

LA CRAIE AU FUSIL

Le 23 septembre 1982, à bord de la corvette Montcalm, Savary et Henu signaient le protocole d'accord liant l'école et l'armée (*). Le but : "favoriser l'établissement de relations régulières entre les deux communautés".

Cet accord ayant soulevé de nombreuses protestations de la part des enseignants, le Ministère des Armées a depuis tenté de les séduire en proposant des journées "portes ouvertes" dans les casernes, offrant des baptêmes de l'air, etc., mais aussi en "priviliégiant" les futurs enseignants. En effet un train de mesures a été pris afin de leur proposer un aménagement des dates d'appel, ainsi que des "fonctions d'encadrement plus enrichissantes".

Finies donc les corvées de chiottes pour eux ! Tout postulant à l'enseignement peut espérer une "planque" en faisant une espèce de coopération militaire, mais en France et durant seulement un an.

C'est au début 83 que notre grand chef des Armées, Mitterrand, précise ces fonctions : "Les appelés du contingent, diplômés des Grandes Ecoles ou des Universités, pourront consacrer leur service national à former de jeunes chômeurs à l'informatique". C'est ainsi que le gouvernement socialiste donnait naissance aux "V.F.I.", qui veut dire Volontaires pour la Formation à l'Informatique (à ne pas confondre avec les F.F.I. qui eux étaient des résistants, les V.F.I. se rapprochant plutôt du S.T.O.). Ce sont donc environ 400 V.F.I. qui sont mis à la disposition du Ministère de la formation professionnelle, mais aussi à disposition des régions qui passent des conventions avec le ministère de l'Education nationale. Nous retrouvons ainsi ces V.F.I. dans les groupements d'établissements associés pour des actions de formation continue (GRETA), dans les lycées d'enseignement professionnel (LEP) et dans les instituts universitaires techniques (IUT) Ils peuvent aussi intervenir dans des organismes ne relevant pas de l'Education nationale tels que les lycées agricoles, formation continue des chambres de commerce, maison des jeunes et de la culture ou foyers de jeunes travailleurs.

Donc, après l'Education nationale et la Culture, ces V.F.I. vont permettre à l'armée de s'implanter également dans les ministères de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, du Temps Libre.

Malheureusement, il est évident que beaucoup de jeunes diplômés se laisseront tenter par ce "volontariat" qui, tout en leur assurant un service national plutôt tranquille, leur laisse entrevoir une possibilité de mettre un pied dans la fonction publique et donc l'espoir d'y rester une fois leur ser-

vice terminé. Faux espoir s'il en est, car l'Etat préférera toujours employer des appelés plutôt que des fonctionnaires qu'il doit payer dix fois plus et qui parfois se rebiffent.

A nous donc de dénoncer cette militarisation de la fonction publique, et en particulier de l'enseignement, en expliquant que sous leur blouse blanche, les V.F.I. restent des appelés soumis à l'obéissance militaire, c'est-à-dire sans droit de grève et d'organisation. Mais c'est aussi en appelant au boycott de ce "volontariat" par les appelés et en refusant de les intégrer dans les équipes pédagogiques que les enseignants et les animateurs peuvent lutter contre l'embarquement des jeunes chômeurs qui, à travers le service national long et ces stages professionnels, deviennent la cible favorite des militaires. (A lire pour se battre : le C.O.T. vient de publier "Ramassis d'infos sur la militarisation de l'enseignement", BP 229, 81002 Albi Cedex).

Trépas

(*) Voir Agora n° 15 : "L'Ecole au garde-à-vous ?"



L'INDIGNATION ! LA RÉVOLTE !

Toulouse, le 14 novembre en soirée : trois futurs légionnaires sont arrêtés par la police en gare de Matabiau. Ils viennent de lyncher Habib Grimzi, 22 ans, algérien...

Paris, le 12 novembre : Un jeune Tunisien est expulsé du territoire français. Arrêté lors d'un contrôle d'identité, et n'ayant pas ses papiers sur lui, il a été presque immédiatement reconduit à la frontière.

Depuis l'été, 9 immigrés tués, des centaines expulsés, les attentats racistes se multiplient. Dreux, Aulnay..., la droite, et sa petite sœur morphine, ont relancé leur politique de bouc-émissaire et le cancer raciste. La gauche au pouvoir, tout en cherchant officiellement à enrayer le phénomène, lui a donné plus d'ampleur. Même F. Gaspar, député PS qui sait de quoi elle parle, a dénoncé les pratiques du pouvoir en la matière.

Devant ce crescendo de la violence fasciste et la mise en place de cet univers kafkaiën, la solidarité contre le racisme s'impose. Avec l'arrivée

à l'âge adulte de la seconde génération, celle avec qui j'ai et on a grandi, les peurs de la première génération doivent disparaître. L'égalité des droits nous est indispensable, notamment celui de vote. Allons plus loin : « Nous n'avons que foutre des races et des nations. Nous sommes tous étrangers. Nous voulons vivre nos différences d'être humains comme il nous plaît. La vie nous paraît plus attrayante lorsque l'universel y est vraiment en jeu. La diversité des aspects physiques, les manières variées, les goûts et les couleurs nous sont des possibilités de bonheur... » C'est au cours d'une halte de la marche "pour l'égalité et contre le racisme", que le tract, dont est extrait ce passage, fut distribué.

Cette marche, partie des Minguettes de Lyon, sera à Paris le 3 décembre.

Souhaitons qu'elle contribue, à sa façon à exorciser le démon crapuleux et pestilencieux de la xénophobie.

En attendant, cette marche, à travers toute la France, rappelle l'extrême gravité de ce problème.

J.L.

(immigré depuis deux générations)

CODÈNE : LA DÉMOCRATIE OUBLIÉE

Les CODÈNE sont nés d'organisations en accord avec l'appel Russel qui préconise comme solution à la course aux armements, un désarmement unilatéral des armes nucléaires. Dans un certain nombre de villes, cet appel Russel a été repris par des inter-organisations comme le CLAR (Comité Lyonnais pour l'Appel Russel).

Très vite des différences de stratégie sont apparues entre ceux tenant de manifestations de rues et ceux partant pour des manifestations sur les sites stratégiques français.

L'organisation de la marche au Plateau d'Albion avait bien montré les divergences entre un PSU franchement hostile à aller sur le terrain et les libertaires, écologistes, anarchistes et certaines organisations d'extrême-gauche voulant des actions plus engagées que le symbolique. Le PSU ayant complètement freiné le déroulement de la manifestation du Plateau d'Albion, un certain nombre de CODÈNE, dont le CLAR à Lyon, se sont transformés en collectifs d'individus pour éviter que des organisations prennent le pouvoir sur les individus (il y avait deux personnes du PSU-Lyon à Albion pour une centaine de militants anarchistes !).

Cela a conduit le groupe parisien, beaucoup plus politique que les groupes de province, à imposer ses décisions de manière autoritaire. Ainsi, lors du rassemblement du Larzac, alors que la très grande majorité des CODÈNE demandaient des actions sur les sites, le CODÈNE-Paris annonçait la manifestation du 23 octobre. Mécontents, un certain nombre de CODÈNE du Sud-Est, et même certaines sections du PSU se joignaient à l'organisation de la marche Malville-Bourg, prenant en charge l'organisation d'une seconde marche Mont-Verdun-Bourg.

Réunis à Paris, les organisations parisiennes du CODÈNE, décidaient

le 11 octobre, d'exclure les organisations de la marche Malville-Bourg-Mont Verdun ! Le PSU de l'Ain qui a signé l'appel vient aussi de se faire exclure ! Pendant ce temps, le CODÈNE-Paris se vante de l'accord passé avec la CFDT, or, cet accord est en contradiction complète avec les engagements antérieurs du CODÈNE : il ne parle pas de gel unilatéral (le mot unilatéral avait été "oublié" au Larzac !); il soutient les négociations de Genève alors que l'accord passé à Berlin au printemps disait qu'il ne fallait rien attendre de ces négociations ! Le CODÈNE-Paris en prenant un ensemble de décisions arbitraires se place en dehors des grands mouvements européens.

Les CODÈNE de Lyon, Nice et Grenoble, signataires pour le 29/30 se trouvent donc exclus. Le CODÈNE-Colmar ayant appris la nouvelle vient de signer à son tour l'appel...

SILENCE N° 28



MAY ! JOLIE MAY !

May Picqueray est morte le 3 novembre dernier. Rebelle jusqu'au bout, elle aura fait "trembler le bourgeois" jusqu'à l'âge de 85 ans ! Chapeau, Madame !

Depuis 1922, alors qu'elle était à la CGTU, jusqu'à nos jours où elle travaillait au "Réfractaire", elle a été de tous les combats menés par les libertaires. Mais, au lieu de lui faire un long panégyrique, laissons-la causer encore.

Voici un cours extrait d'une de ses dernières interview qu'elle donna à Agora en l'été 1980 :

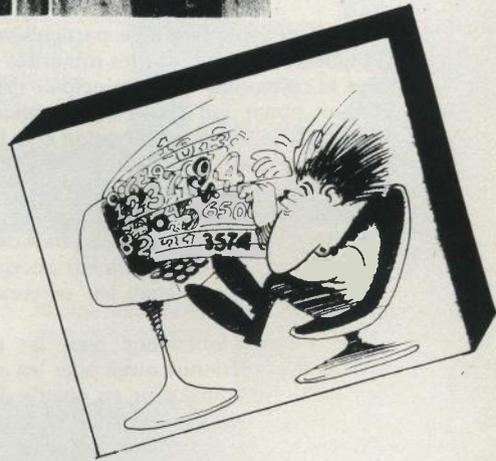
AG : « Quelle est ton activité aujourd'hui ?

M. : « ... je continue mon travail autour de trois axes : antimilitarisme, pacifisme et anarchisme. Ça a toujours été ma vie. J'ai fait autre chose comme de l'anarcho-syndicalisme. Mais maintenant les syndicats sont tellement pourris ! Et puis comme je ne travaille plus, il n'y a pas de raison pour que j'aie fait du syndicalisme dans les boîtes... Comme je le disais hier, j'aimerais bien revenir en arrière pour recommencer exactement la même chose... »



SONS ET LUMIERES

J'AI vu Dieu. Quand je suis entré dans l'église, je ne m'attendais pourtant pas à le trouver là, sachant que la vieille abbaye cistercienne de Flaran avait été laïcisée depuis longtemps et qu'elle abritait ce jour-là un colloque sur la Communication organisé par une filiale du Parti Socialiste.



LE bâtiment avait été débarrassé de ses Saints, mais on n'avait pu supprimer la réverbération. Les gens s'y parlaient à voix basse, agglutinés par petits groupes, autour d'écrans lueurs. Je m'approchais de l'une d'entre elles : il s'agissait de moniteurs vidéo

L'IMAGE DE L'HOMME IDÉALISTE, C'EST VIDÉO-DIEU

VISION surréaliste de cet alignement de téléviseurs ayant pris place et fonction des statues de plâtre, tout autour de la nef centrale ! Et les gens priaient... Ils consultaient mêmes des écritures saintes mises à leur disposition sous forme de documentation et de rapports. Un écran était consacré au Télétel, un autre à la transmission de croquis à distance, un autre encore à l'équipement télématique expérimenté dans telle ou telle région. Certains retransmettaient des images tournées lors de colloques similaires où avaient dû se retrouver à peu près les mêmes personnes.

C'est alors que j'eus la révélation : il s'agissait bel et bien de Dieu ! C'est-à-dire de l'image de l'homme idéalisé et qui lui fait face, représentation de lui-même projetée en dehors de lui et qui lui est donné à contempler : l'image vidéo !

Mais si ce fétichisme devient en ces lieux évident, il n'est pas autant nouveau. Simple-ment il est en passe d'enclencher la vitesse supérieure avec le surdéveloppement, dans

les années qui viennent, des réseaux de communication. En ce domaine, l'Etat socialiste tient à demeurer le principal promoteur. Cette volonté et son goût prononcé pour les temples, l'ont conduit à lancer un concours d'architecture en vue de la réalisation du Centre International de la Communication. Les directives sont claires : "L'architecture dédiée à la communication magnifiera la permanence du thème dans sa portée universelle, en se donnant une portée symbolique et en fondant, au-delà de cette dimension, le caractère monumental du lieu où elle s'érige. Mais la monumentalité du bâtiment résultera tout autant de l'affirmation, pas à pas, d'une volonté :

aider la communication entre les hommes à travers les équipements, la signalétique, l'accessibilité" (*).

Le Centre International de la Communication (qui n'a pas encore reçu le nom d'un chef d'Etat), outre sa vocation glorificatrice, est pourvu d'une mission bien précise : il doit être un lieu d'exposition permanente des nouvelles techniques de communication. Il se veut un lieu "d'initiation, d'acclimatation, d'appropriation sociale" (*). Les jeunes, notamment, seront invités à venir "toucher, interroger, comprendre, échanger". La tactique des firmes américaines de jeux vidéos est identique. Atari et Matel, pour ne citer qu'eux, organisent l'apprentissage et l'amorçage du besoin dans des espaces libres d'accès au sein des grandes surfaces.

LA SOCIÉTÉ TRANSFORMÉE EN GALERIE DE GLACES

OUTRE-ATLANTIQUE le discours n'est que publicitaire. La stratégie et les supports sont différents, voire opposés. La France, faible dans la partie magnéto-scope, est très en avance dans le domaine de la fibre optique. Câbler signifie donc protéger le marché du "hard" (le matériel). Quant au "soft" (les programmes), les américains peuvent là aussi envahir le marché. Ils disposent de stocks de programmes déjà amortis. Et F. Mitterrand de souligner que "l'essentiel des activités dans lesquelles s'engagent la plu-



part des firmes (production, stockage, traitement de l'information) suppose de très lourds moyens qui conduisent à une très forte concentration... En l'absence d'un puissant mouvement d'échange, un risque d'uniformisation pèsera sur toutes les cultures et sur toutes les langues" (*). La France ne dispose pas de firmes aux lourds moyens (comparée au USA ou au Japon). Elle préfère tabler sur le "puissant mouvement d'échange", c'est-à-dire sur les collectivités locales, les associations, la population elle-même.

Les gens vont être conviés à produire des images. Il est même prévu que des officines de région, de ville ou de quartier aident ceux qui auront des idées et des projets. Il va falloir absolument remplir les réseaux, les "tuyaux". Mais la concurrence des programmes étrangers n'est pas la seule raison qui pousse les pouvoirs publics à développer cette frénésie de communication.

Le processus intéresse particulièrement les quartiers populaires, les minorités ethniques et culturelles. Cible principale des éducateurs ayant fait leur "stage vidéo", les enfants de la énième génération sont invités à communiquer, c'est-à-dire à se filmer. Ils produisent une image consommable d'eux-mêmes, finissent par s'y identifier. L'intégration passe par une re-connaissance de soi à travers une image socialement acceptable. Le public visé ce sont les acteurs eux-mêmes.

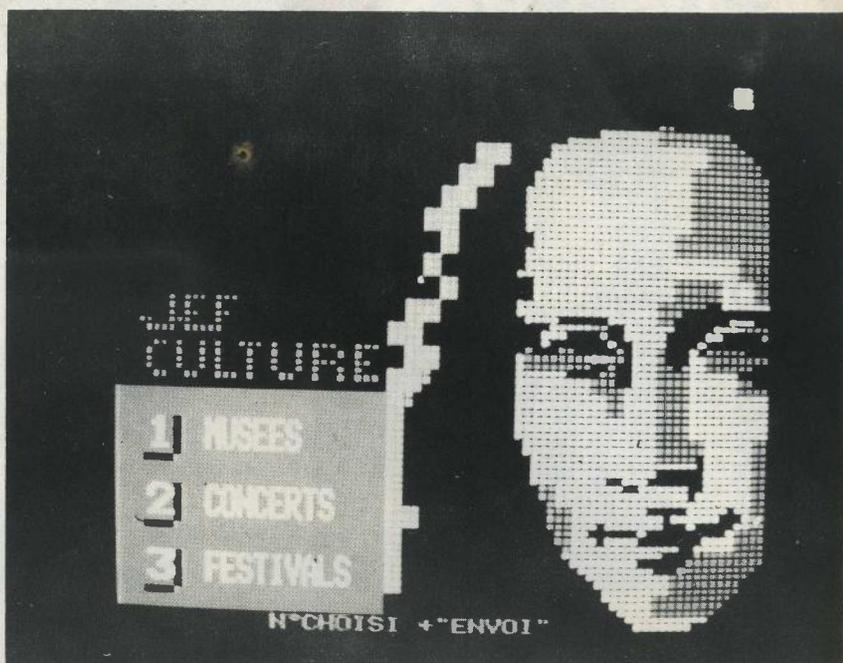
Et ce qui fonctionne pour les jeunes magrébins fonctionne aussi pour les autres. La société se transforme en galerie de glaces. Si les secteurs les plus bruyants se peaufinent (les gauchistes dans les radios libres), l'existence la plus ennuyeuse va prendre la couleur respectable de la télé. La vidéo va jouer au niveau social le rôle que la photo et le Super 8 jouent au niveau familial : un reflet enjoliveur. Le plus emmerdant des colloques, la plus mortelle réunion associative et la plus fade des rencontres sportives vont devenir des spectacles inoubliables pour les proches, les amis, les habitants de la ville, et ceux-là même qui y auront participé. La convivialité télévisuelle sera peut-être plus supportable que la convivialité tout court.

DES NOUVEAUTÉS QUI RESPIRENT L'ANCIEN

Le marché de la vidéo et de la télématique ne sont donc pas les seuls enjeux. Et la "preuve du social" dont parle Baudrillard ("Le Monde" du 21 et 22 septembre) ne peut effectivement être tentée que par un réseau de médiations représentatives.

Encore faut-il que les gens aient les moyens et l'envie de fabriquer des programmes et de s'adonner aux joies de la télématique. Des expériences sont réalisées, çà-et-là, sur le territoire français, pour voir de près et grandeur nature comment la population réagit à la communication sociale. Après avoir affirmé que la société avait des besoins profonds de communication, les promoteurs tentent de les découvrir (voir carte des besoins profonds ci-contre). (*)

Le contenu de ces nouvelles technologies reste fondamentalement ancien. La télématique ne transforme pas le monde, elle transforme seulement ses opérations, les rendant plus rapides, plus efficaces, plus nombreuses. Il s'agit de mimer la guerre, la course, ou

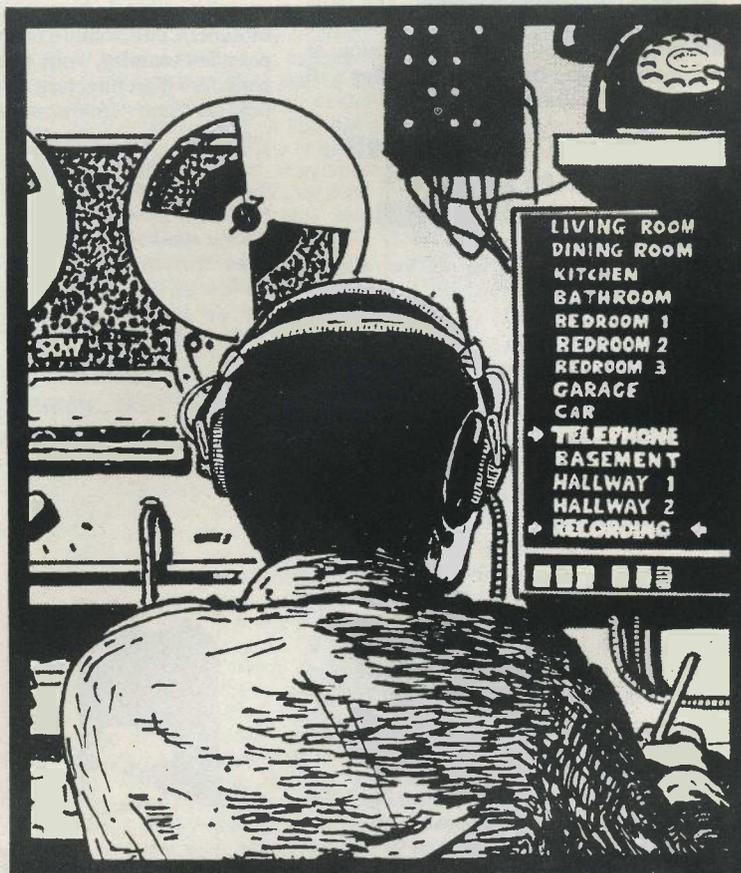


d'avoir accès à des services rénovés. Le monde devient un peu plus ce qu'il était déjà. La conquête du temps et de l'espace de la consommation implique que n'importe qui ait accès à n'importe quoi, n'importe où et n'importe quand. Et le plus rapidement possible. Y compris dans les moindres recoins de temps mort. D'où la prolifération des systèmes de jeux et de communication à tous les coins de rue, les magasins, les entreprises, les véhicules et jusqu'au poignet. Siège privilégié de l'information immédiatement accessible, le poignet est devenu trop grand pour la seule mesure du temps (jeux, calculettes, télévision, téléphone..).

L'électronique réalise le vieux rêve des o-

pistes : les simultanités du contact, la communauté d'esprit. Et les nouveaux critères de la consommation sont ceux de la Révolution : le ludique, l'action en profondeur, la participation. Outre la réponse immédiate à toute demande faite à une banque de données ou un réseau de services, les utilisateurs trouvent dans l'usage des procédés interactifs le moyen de consommer leur imaginaire, c'est-à-dire ce qu'ils veulent, et tout de suite ("Nous voulons tout et tout de suite !").

Dans un premier temps, l'imaginaire est mis sur orbite avec le jeu vidéo. "Le jeu vidéo se distingue des autres jeux parce qu'il fait appel à l'artificiel synthétisé électroniquement à chaque instant ; parce que le jeu dépend de



la réaction du joueur qui peut modifier le spectacle" (*). L'identification aux sujets animés en est le principe moteur. "Je descends un appareil, je prends du carburant, j'accumule les munitions, je suis devenu invulnérable, j'ai gagné". Le joueur trouve un moyen idéal de vivre dangereusement et sans risque. L'aventure est au coin du salon, du bistrot, de ma poche, et dans tous les cas, dans ma tête.

A CHACUN SES ÉLÉPHANTS ROSES

UNE autre forme de prise en charge de cet imaginaire réside dans le film interactif. Durant la projection, j'ai la possibilité de modifier, de choisir l'histoire que je regarde. A tel carrefour de situation, j'ai la possibilité de choisir entre plusieurs cas de figures. J'appelle par mon clavier d'ordinateur la solution qui me plaît le plus, ou qui me semble la meilleure. Les séquences sont contenues dans le vidéo disque qui les délivre à ma demande. Loin de supprimer la passivité, ce système fait du spectateur un spectateur à la puissance *n*. *N* étant le nombre de situations possibles et déjà imaginées (les films interactifs ont un très bel avenir notamment dans la formation professionnelle).

Le *nec plus ultra*, ce sont les images nouvelles, les images synthétisées par ordinateur. Elles atteignent actuellement un réalisme impressionnant. Conçues pour entraîner les pilotes américains, elles pénètrent maintenant tous les secteurs de l'activité sociale, de l'apprentissage au terrain d'aventures, en les *simulant*. Je me promène dans les rues de Boston, comme si j'y étais. J'apprends à conduire, à travailler, et j'ai même la possibilité de mettre en scène des personnages dans une histoire que j'imagine moi-même. Je crée des situations, pourquoi pas ! Et si le héros de l'histoire peut avoir mon visage, cela ne sera que mieux. Ces procédés, loin de relever de la science-fiction, sont actuellement expérimentés, et certains sont déjà opérationnels.

Les amateurs de rock and roll, grands consommateurs d'images et de looks, ont maintenant la possibilité de se voir évoluer dans les vidéos-clips personnalisés : ils dansent tandis que des caméras vidéos les filment. Et ils peuvent ainsi se contempler eux-mêmes sans cesser de danser, sur des écrans géants situés au-dessus de la piste.

Si le simple reflet du miroir ne suffit plus, c'est qu'il est trop compromis avec la réalité. Pas assez médiatisé. Le pays des merveilles est derrière l'écran cathodique. Là

seulement est possible le pouvoir de l'imagination, aux deux sens de ce terme.

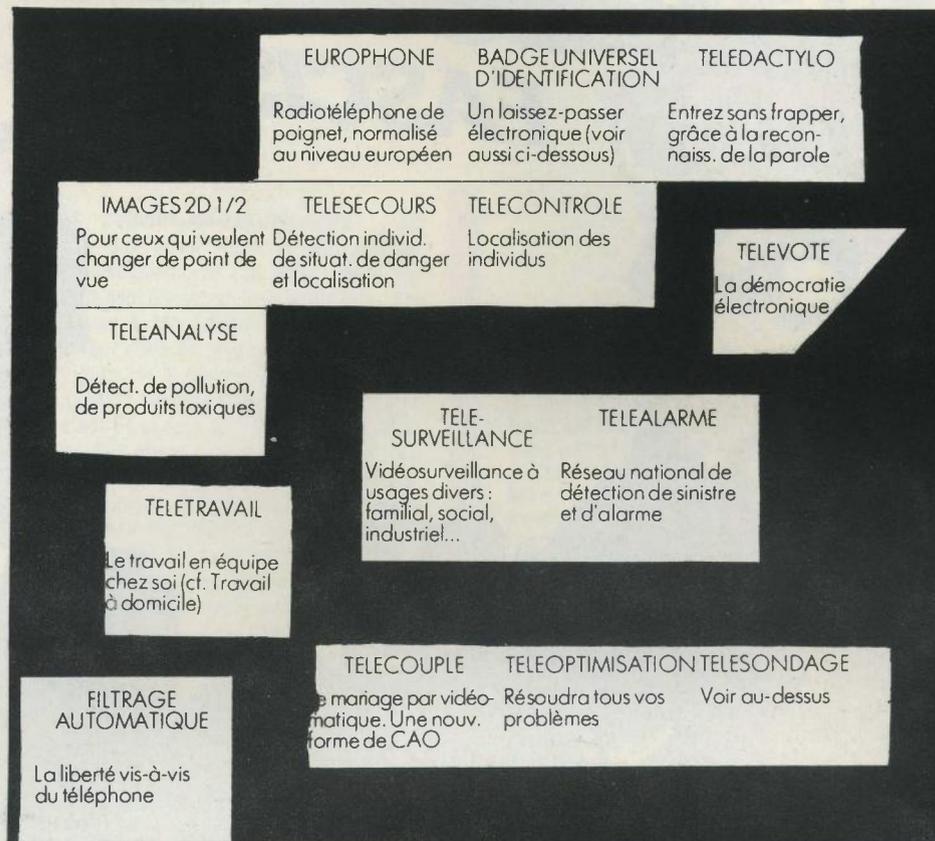
La consommation des illusions s'affine quand le niveau de réalisation et de décision descend jusqu'à l'individu même, jusqu'à procurer les *sensations* d'une aventure réelle. Chacun pourra choisir la couleur de ses éléphants roses.

Le devenir de "l'explosion audio-visuelle" est actuellement imprévisible. Le développement de l'usage des nouveaux médiums peut avoir des conséquences incalculables sur les comportements, les mentalités. Mc Luhan peut nous sortir en cette fin de siècle, une révolution de son sac à malices, qu'il

n'aurait, du reste, pas prévue ("l'important dans un médium, c'est la forme, pas le contenu"). Nous pouvons tout aussi bien aller vers un état de jouissance cathodique éternel (l'ère du satisfacteur) seulement interrompu par les pannes électriques. Ou bien la panne viendra-t-elle d'ailleurs : l'impossibilité de vivre dans un monde dans lequel nous pourrions tout voir, tout connaître, tout imaginer et sur lequel nous ne pourrions plus intervenir.

Jean-Louis MALAN

(*) Document d'orientation du Centre International de la Communication. Mission d'études du programme Tête Défense, novembre 82.



EXTREME-DROITE :

LES NOUVEAUX HABITS

DU FASCISME



DOSSIER REALISE PAR JULIEN DREUX.

ON a trop souvent l'habitude de voir l'extrême-droite comme un tout dont les dissensions idéologiques et les divisions organisationnelles ne seraient qu'un nuage de fumée. A procéder de la sorte, on s'expose inmanquablement à n'y rien comprendre...

A l'instar d'autres "nébuleuses", l'extrême-droite est profondément divisée en organisations, groupuscules, groupes informels, publications indépendantes, sans oublier les nombreux inorganisés, bandes de loubards racistes et autres skin-heads (têtes rasées).

Quels sont ses principaux courants et leurs organisations ? Quels sont leurs liens avec la droite politique et corporatiste ? Assiste-t-on à la montée d'un réel danger fasciste et si oui, comment s'y opposer ?

VISITE D'UNE CONSTELLATION

A DEFAUT de pouvoir bien saisir la mouvance et ses fluctuations, il convient au moins de survoler rapidement le mouvement organisé, d'en distinguer les tendances et de sérier les organisations. Un petit voyage au-dessus du labyrinthe n'est pas inutile, tant s'en faut.



• **Les néo-fascistes** : Les deux principales organisations sont, indiscutablement, le Parti des Forces Nouvelles (PFN) et le Front National. (F.N.)

Créé en novembre 1974 par des militants du mouvement dissous Ordre Nouveau (lui-même n'étant qu'une reconstruction d'Occident), le PFN s'est attaché à donner de lui une image moderniste, moins activiste que ses ancêtres et plus légaliste. Ce virage tactique a débouché sur une division des tâches : pour le PFN le côté politique sérieux, pour sa branche jeunes (Front de la Jeunesse-FJ) et son pseudopode étudiant (Groupe Union-Défense-GUD) les apparitions musclées. Si le PFN développe un anticommunisme de rigueur, il est par ailleurs pro-atlantiste et, comme d'autres composantes de l'extrême-droite, assez séduit par le militarisme de l'Etat d'Israël (1).

Son concurrent le plus direct, le Front National, fut pourtant créé en 72 par Ordre Nouveau en vue des législatives de 73. Si, au départ, il s'agissait d'un authentique regroupement de plusieurs mouvements et diverses personnalités (2), les divisions qui éclatèrent au lendemain des élections en ont fait une organisation spécifique à part entière. Contrairement à la stratégie entriste du PFN au sein des partis de droite, le FN cherche à devenir un MSI à la française, ne cherchant pas à "droitiser les partis républicains" mais à regrouper ladite "opposition nationale". Ses militants et son électorat, en moyenne plus âgés qu'au PFN, se recrutent plus volontiers en milieu populaire et contrastent avec les "minets" de son rival.

• **Les royalistes** : Longtemps regroupés dans une même organisation, la Restauration Nationale, héritière directe de l'Action Française, les royalistes ont fini par éclater peu après mai 68. En effet, ses militants les plus jeunes de la région parisienne devaient créer la Nouvelle Action Française, devenue depuis Nouvelle Action Royaliste (3). Ce fut ensuite la scission des provinciaux qui fondèrent la Fédération des Unions Royalistes de France (FURF). Enfin, des militants de RN tentèrent de créer une structure de coordination des trois organisations mais qui, de fait, allait en devenir une quatrième : le Comité d'Organisation Provisoire et de Coordination des Opérations Royalistes (COPCOR).

• **Les catholiques-réactionnaires** : se situant, eux aussi, dans la vieille lignée contre-révolutionnaire (au sens propre du mot), ils sont divisés en trois tendances : les intégristes de Mgr Lefebvre ; les traditionalistes de l'abbé de Nantes regroupés dans les Ligues de la Contre-Révolution Catholique (CRC) ; lesdits modérés du Rassemblement des Silencieux de l'Eglise et du groupe Credo. Signalons enfin une organisation très discrète mais non moins influente au nom volontairement imprononçable : l'Office internationale des œuvres de formation civique et d'action doctrinale selon le droit naturel et chrétien. Héritier direct de Cité Catholique (4), l'Office est une sorte d'Opus Dei à la française.

• **Les solidaristes** : Issus du Mouvement Jeune Révolution créé par l'OAS Sergent et dissous en 68, les militants du Mouvement Solidariste Français (MSF) se voulaient une "troisième voie" entre le communisme et le capitalisme. Ils devaient se scinder entre le MSF-maintenu et le Groupe Action Jeunesse (GAJ). Ce dernier a lui-même éclaté, les "intellos" créant le Groupe d'Action Solidariste (GAS) tandis que les durs se regroupaient à Jeune Nation Solidariste, devenu depuis Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR) ayant pour branche étudiante le Front des Etudiants Nationalistes (FEN). La violence du MNR n'a rien à envier à celle du GAJ qui, en 73, attaqua le GUD en le traitant de "nazillon" (sic). Ainsi, en 79, on a pu assister à une véritable guéguerre entre le MNR et les nazis de l'ex-FANE.

• **Les nazis** : Leur antisémitisme les a poussés à prendre position pour les Palestiniens. Si les plus "authentiques" sont ceux de l'ex-FANE, rebaptisée Faisceaux Nationalistes Européens (FNE), on en trouve aussi bon nombre à l'Œuvre Française dont le "président", Pierre Sidos, est pourtant anti-européen, national-catholique mais, il est vrai, farouchement antisémite.

En février 82 le MNR et l'Œuvre Française se regroupaient dans un "Regroupement nationaliste" avec les Comités de soutien à "Militant", cette revue néo-nazie ayant gravité un temps autour du Front National. Ce courant est riche en petites publications et en groupuscules plutôt locaux, farouchement pro-arabes par antisémitisme, tel que l'Organisation Lutte du Peuple (OLP).

(1) Depuis l'époque d'Ordre Nouveau, des liens étroits ont été noués avec l'extrême-droite sioniste, notamment le BETAR.

(2) Outre Ordre Nouveau, les royalistes de Restauration Nationale et les futurs fondateurs du GAJ, participèrent à sa création des gens comme : Gabriel Jeantet, ancien rédacteur de "Je suis partout" ; Pierre Clémenti, ancien de la LVF ; Roger Holeindre, ancien d'Indochine et d'Algérie, ex-OAS.

(3) Tout en gardant des liens avec l'extrême-droite (cf. campagne contre l'avortement) sa dérive l'a amenée à appeler à voter Mitterrand en 81.

(4) En pleine guerre d'Algérie, Cité Catho servait de couverture à l'OAS et fournit une justification théologique de la torture.



LES LIAISONS DANGEREUSES

AU lendemain de la II^e Guerre mondiale, l'extrême-droite a été littéralement balayée en raison de la collaboration d'une majeure partie de ses composantes. Le premier tournant fut la guerre froide. Au nom de l'anticommunisme, les services secrets français, américains et autres, commencèrent à utiliser des nazis et, sur le plan politique, on assista à une première réapparition. Mais c'est surtout la guerre d'Algérie qui marquera la première recombinaison en rapprochant certains gaullistes de la première heure et l'extrême-droite autour de la défense de l'Algérie française.

Mai 68 constitue, sans nul doute, le second virage. C'est l'époque de l'entrée en force des fascistes au SAC. Ce rapprochement, visible lors de la manifestation du 13 mai où se côtoyaient croix de Lorraine et croix celtiques resta toutefois très officieux et fit grincer bien des dents chez les gaullistes.

Ce "flirt" deviendra de véritables fiançailles à l'occasion des élections présidentielles de 74. Les anciens militants d'Ordre Nouveau appellent à voter Giscard dès le premier tour et lui offrent leurs services (d'ordre) durant la campagne électorale organisée de main de maître par l'ex-OAS fraîchement gagné au giscardisme : Hubert Bassot.

L'ENTRISME TOUS AZIMUTS

C'EST dans les rangs des néo-fascistes, plus concrètement parmi les futurs fondateurs du PFN, que mûrit l'idée de "droitiser les partis républicains". Dès 74, ces militants optent pour l'entrisme. Aux Républicains Indépendants, d'abord. Mais le PFN se sentira trahi par ce grand "libéral" de Giscard et la libéralisation de l'avortement. Il se tourne vers le RPR en 77, lors de la rupture Giscard/Chirac.

Tirant un bilan négatif de cette double expérience, en 80 le PFN réoriente son tir et lorgne du côté du CNIP de Philippe Malaud. En trois ans, le Centre national des indépendants et paysans est devenu un véritable foyer pour néo-fascistes (voir encadré). Quoi qu'en dise Alain Robert, il ne s'agit plus là d'entrisme mais d'une véritable OPA sur la formation de Malaud. Mais le PFN y rencontre un concurrent, le catholique traditionaliste Romain Marie (1), président du CNIP de la Haute-Garonne, fondateur des Comités Chrétienté-Solidarité, venu visiblement y jouer la même carte pour le compte de son propre courant. La participation de Romain Marie au meeting fasciste du 16 octobre dernier, à Paris, où furent tenus des propos ouvertement racistes et antisémites semble être utilisé par Alain Robert et ses amis pour tenter d'évincer, ou tout au moins discréditer, ce concurrent. Pourtant, que l'on sache, le PFN assistait lui aussi au meeting, aux côtés du Front National, de l'Œuvre Française, Restauration Nationale, Légitime Défense et Laissez-les vivre !

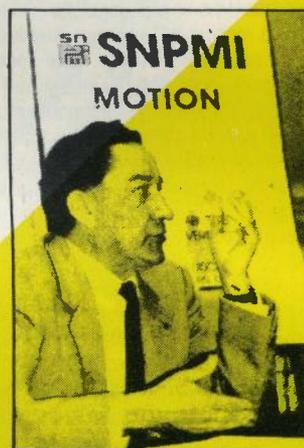
COPIER LE MODELE DU MSI ITALIEN

L'ENTRISME du PFN a été dénoncé, dès le début, par le FN qui l'accuse de détourner des militants "nationalistes" au profit des "partis régimistes". Car la carte du Front est totalement différente. Il a opté pour une stratégie électorale et légaliste, souhaitant participer, à tous les niveaux, à la vie politique : de la municipalité au parlement européen, à l'image du MSI auquel il a d'ailleurs emprunté son emblème. L'épisode de Dreux et celui, plus récent, d'Antony semblent confirmer la validité de cette stratégie.

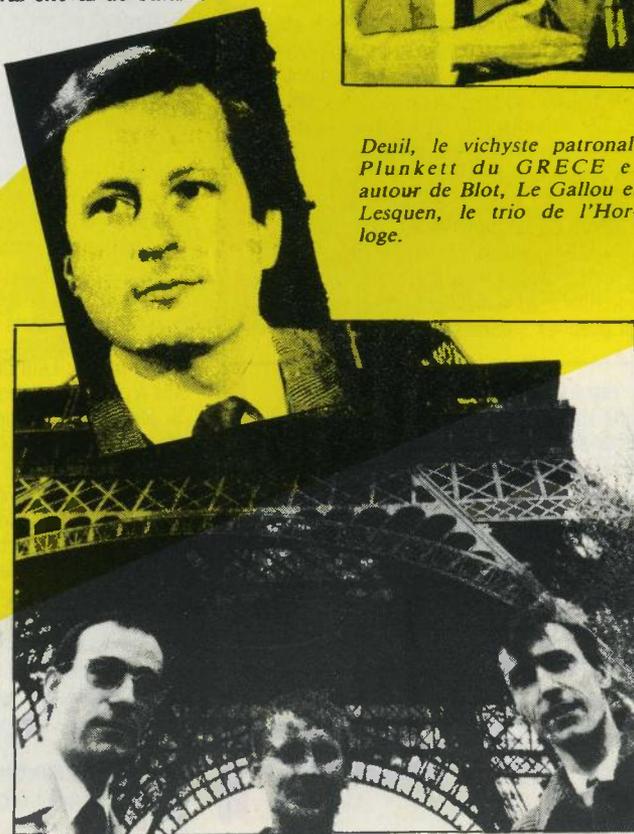
Il n'en a pas été ainsi dès le début, tant s'en faut. Un an après sa création, le FN voyait ses rangs se réduire comme une peau de chagrin : un secteur avait quitté Ordre Nouveau pour créer le GAJ ; O.N. lui-même quittait le Front en désaccord avec le légalisme et l'électorisme de Le Pen ; les royalistes abandonnaient à leur tour la maison en opposition avec l'activisme d'O.N. Et puis, ce fut le noyautage des néo-nazis groupés autour de François Duprat et de ses Groupes Nationalistes Révolutionnaires de base ainsi que celui des comités de soutien à la revue "Militant". Ce n'est qu'à la mort de Duprat, en 78, que Le Pen put "purger" son Front (2) et renouer avec ses thèmes favoris : atlantisme, anticommunisme, libéralisme économique, natalisme et défense de la famille, de la peine de mort. Enfin, son vrai cheval de bataille :

contre l'immigration. Autant de thèmes qui font du Front National une organisation populiste, jouant avec une certaine habileté sur les sentiments les plus réactionnaires des Français, y compris d'une couche non négligeable de la classe ouvrière. Malgré ses échecs cuisants, dix années durant, au plan électoral, Le Pen n'a pas varié d'un iota et n'a cessé d'enfoncer son clou sur l'immigration. La crise aidant, la banalisation des thèses fascistes par la droite jouant, les effectifs du F.N. ont doublé, au bas mot, entre 81 et 83. Il est vrai que la politique menée par la gauche, notamment en matière d'immigration, n'a fait que lui faciliter la tâche.

Mieux, espérant qu'une candidature F.N. aux européennes enlèvera des voix au RPR, les giscardiens envisageraient de faciliter la campagne de Le Pen (3). Mais le PR hésite encore, tant il est vrai que c'est une section UDF, et non pas RPR, qui, dans le 20^e arron-



Deuil, le vichyste patronal, Plunkett du GRECE et autour de Blot, Le Gallou et Lesquen, le trio de l'Horloge.



CES NOUVEAUX DÉMOCRATES

On retrouve aujourd'hui des traces de ces différentes phases entristées du PFN dans les

partis de droite

Ainsi deux responsables de l'ex-Ordre Nouveau sont devenus des vedettes de l'UDF. Alain Madelin, député d'Ile-et-Vilaine, Gérard Longuet, député de la Meuse de 78 à 81.

On en trouve aussi au RPR. C'est le cas de

ces deux anciens d'Occident : Patrick Devedjian, le maire flamboyant d'Antony et Gérard Ecorcheville.

Mais c'est au CNIP que l'affaire prend aujourd'hui des proportions insoupçonnées. Outre Alain Robert, ancien d'Occident, d'Ordre Nouveau, du PFN, actuel président du CNIP de Seine-St-Denis et conseiller municipal au Blanc-Mesnil, on y trouve également : Gérard Gachel, président du CNIP du Val-d'Oise ; Christine Audibert, au CNIP des Lilas ; Philippe Cuignache, tête de liste CNIP aux municipales 83 à Persan ; Hervé Novelli, tête de liste à Sarcelles ; Yves Van Ghele, tête de liste à Aulnay ; Jean-Paul Vastin, à Enghien.

dissement de Paris, est massivement passée au Front National au lendemain des municipales de mars 83. L'apprenti-sorcier Léotard, pince sans rire, n'en déclarait pas moins récemment : « *S'il apparaît un mouvement de type fasciste en France, je serai son adversaire.* »

CAPITALISER LES MOUVEMENTS CORPORATISTES

DEPUIS l'accession de Mitterrand à la magistrature suprême, nous avons pu voir la droite mobiliser ses troupes et les mouvements corporatistes se joindre à la danse du scalp contre les social-communistes. Petits patrons, paysans, commerçants et artisans, médecins, étudiants en droit ont, tour à tour, battus le pavé dans la capitale et un peu partout ailleurs. Mais si la droite a tenté de les récupérer, il reste que certains mouvements, néo-poujadistes, ne sont pas tendres non plus envers l'ex-majorité. Ils sont alors des alliés potentiels de l'extrême-droite qui tente, à son tour, de les capitaliser. Le PFN poursuit là aussi sa stratégie entriste, notamment au CID-UNATI et au SNPMI, mais ne semble pas y faire recette.

Par contre, d'une certaine façon, le Front National y réussit mieux. Il entretient des liens

privilegiés avec Légitime Défense et le CID-UNATI dont certains militants figurèrent en 78 aux côtés de Le Pen, dans l'alliance électorale "Union des Français de Bon Sens". C'est également le cas de Gérard Deuil, candidat à Angoulême en 78 sous cette même étiquette. Depuis sa désignation à la tête des petites et moyennes industries, son organisation a connu le succès que l'on sait. Il est vrai que, là encore, le gouvernement de gauche lui a donné un sacré coup de pouce en lui accordant une certaine représentativité pour mieux contrer le CNPF...

Si le Front National est particulièrement intéressé par le SNPMI, le RPR le lorgne également, ce qui a débouché sur une série d'incidents lors de son Conseil National, en septembre dernier : Gérard Deuil dénonçant les liens de son adjoint, Jacques Tesseires, avec le RPR et celui-ci accusant celui-là d'être à la solde de l'extrême-droite.

Le Front National entretient également des relations avec le syndicat néo-fasciste de la police : Fédération Professionnelle et Indépendante de la Police (FPIP). Malgré ses 0,83 % des voix dans le secteur, la FPIP est très implantée dans les brigades de nuit, les brigades de sécurité du métro et les compagnies d'intervention de la Préfecture de Paris.

S'il est un secteur, par contre, où les néo-fascistes sont totalement débordés, c'est celui

de la défense de l'enseignement privé. Là, règnent en maîtres les cathos-réacs qui en ont fait un véritable bastion et où interviennent à leurs côtés les royalistes (FURF, COPCOR, NAR) et les solidaristes (GAS). Mais c'est aussi un secteur sur lequel la droite s'est très largement investie. Seuls restent hors du coup les éternels marginaux : le MNR et les nazis.

On le voit, il n'est pratiquement plus aucun secteur dans lequel droite et extrême-droite ne se côtoient, même si leur présence respective est concurrente. A noter toutefois une exception digne d'être signalée : le CDS serait la seule formation de l'actuelle opposition à avoir été épargnée par ces infiltrations.

(1) De son vrai nom, Bernard Antony, ancien militant fasciste de Jeune Nation et partisan de l'Algérie française.

(2) Après l'assassinat de François Duprat en mars 78 par l'explosion d'une bombe dans sa voiture, nombre de militants des GNR ont rejoint la FANE, après leur éviction du F.N.

(3) Le Canard Enchaîné du 21/9/83 révélait que François Léotard en personne étudie les possibilités de financement de la future campagne européenne de Le Pen.

NOUS assistons aujourd'hui à une vaste entreprise de banalisation des thèses fascistes, voire néo-nazies. Parallèlement, et ouvertement depuis le 10 mai 81, droite et extrême-droite ont scellé des alliances au grand jour. Ce rapprochement a été un long chemin tant il est vrai que des épisodes récents de l'histoire ont alternativement freiné ou favorisé ce processus.



NOTRE CHEMIN :

la Liberté!

JANVIER 1984

Lundi	2	9	16	23	30	
Mardi	3	10	17	24	31	
Mercredi	4	11	18	25	^{FEV} 1	
Jeudi	5	12	19	26	2	
Vendredi	6	13	20	27	3	
Samedi	7	14	21	28	4	
Dimanche	1	8	15	22	29	5

FEVRIER 1984

Lundi	6	13	20	27	
Mardi	7	14	21	28	
Mercredi	1	8	15	22	29
Jeudi	2	9	16	23	MARS 1
Vendredi	3	10	17	24	2
Samedi	4	11	18	25	3
Dimanche	5	12	19	26	4

MARS 1984

Lundi	5	12	19	26	
Mardi	6	13	20	27	
Mercredi	7	14	21	28	
Jeudi	1	8	15	22	29
Vendredi	2	9	16	23	30
Samedi	3	10	17	24	31
Dimanche	4	11	18	25	AVRIL 1

AVRIL 1984

Lundi	2	9	16	23	30	
Mardi	3	10	17	24	MAI 1	
Mercredi	4	11	18	25	2	
Jeudi	5	12	19	26	3	
Vendredi	6	13	20	27	4	
Samedi	7	14	21	28	5	
Dimanche	1	8	15	22	29	6

MAI 1984

Lundi	7	14	21	28	
Mardi	1	8	15	22	29
Mercredi	2	9	16	23	30
Jeudi	3	10	17	24	31
Vendredi	4	11	18	25	JUN 1
Samedi	5	12	19	26	2
Dimanche	6	13	20	27	3

JUIN 1984

Lundi	4	11	18	25	
Mardi	5	12	19	26	
Mercredi	6	13	20	27	
Jeudi	7	14	21	28	
Vendredi	1	8	15	22	29
Samedi	2	9	16	23	30
Dimanche	3	10	17	24	JUL 1





AGORA
REVUE LIBERTAIRE
B.P. 1214
31037 TOULOUSE CEDEX

		1984						
Dimanche	3	10	17	24				
JUILLET								
Lundi	2	9	16	23	30			
Mardi	3	10	17	24	31			
Mercredi	4	11	18	25		AOUT		
Jeudi	5	12	19	26	2			
Vendredi	6	13	20	27	3			
Samedi	7	14	21	28	4			
Dimanche	1	8	15	22	29	5		

		1984						
AOUT								
Lundi	6	13	20	27				
Mardi	7	14	21	28				
Mercredi	1	8	15	22	29			
Jeudi	2	9	16	23	30			
Vendredi	3	10	17	24	31			
Samedi	4	11	18	25		SEPT		
Dimanche	5	12	19	26	2			

		1984						
SEPTEMBRE								
Lundi	3	10	17	24		OCT		
Mardi	4	11	18	25	2			
Mercredi	5	12	19	26	3			
Jeudi	6	13	20	27	4			
Vendredi	7	14	21	28	5			
Samedi	1	8	15	22	29	6		
Dimanche	2	9	16	23	30	7		

		1984						
OCTOBRE								
Lundi	1	8	15	22	29			
Mardi	2	9	16	23	30			
Mercredi	3	10	17	24	31			
Jeudi	4	11	18	25		NOV		
Vendredi	5	12	19	26	2			
Samedi	6	13	20	27	3			
Dimanche	7	14	21	28	4			

		1984						
NOVEMBRE								
Lundi	5	12	19	26				
Mardi	6	13	20	27				
Mercredi	7	14	21	28				
Jeudi	1	8	15	22	29			
Vendredi	2	9	16	23	30			
Samedi	3	10	17	24		DEC		
Dimanche	4	11	18	25	2			

		1984						
DECEMBRE								
Lundi	3	10	17	24	31			
Mardi	4	11	18	25		JANV		
Mercredi	5	12	19	26	2			
Jeudi	6	13	20	27	3			
Vendredi	7	14	21	28	4			
Samedi	1	8	15	22	29	5		
Dimanche	2	9	16	23	30	6		

LE RACISME "SCIENTIFIQUE"

Au cours de l'été 79, les médias révélaient au public l'existence de ce qu'elles ont appelé la "Nouvelle Droite" et sa stratégie d'infiltration idéologique en direction de la droite. Aujourd'hui, on connaît mieux ses thèses, mais on ignore souvent quelles en sont les origines et quelle est son influence réelle, notamment dans la presse.

La revue "Nouvelle Ecole" a été créée en mars 68 et le GRECE (Groupement de Recherche et d'Etude sur la Civilisation Européenne) s'est constitué en janvier 69 à Nice. S'appuyant sur des études qui se veulent scientifiques, la Nouvelle Droite combat l'égalitarisme au nom du respect des différences, défend une "sélection d'aristocraties biologiques", soutient l'apartheid et dénonce le christianisme "sémite".

Ses fondateurs viennent de divers groupuscules fascistes ou néo-nazis comme la Fédération des Etudiants Nationalistes (François d'Orcival, Alain de Benoist) ou le groupe-revue "Europe-Action" de Dominique Venner.

Leurs idées inspireront d'anciens énarques et élèves de Normale Sup qui, en 74, créeront le Club de l'Horloge. Yvan Blot, son président, membre du comité central du RPR, fut membre du GRECE et responsable de son bulletin interne. On sait aujourd'hui que le Club a inspiré des ouvrages politiques de Malaud, Médecin, Poniatowski...

LE "GRAMSCISME DE DROITE"

La Nouvelle Droite, reprenant à son compte les thèses de Gramsci, mise sur la reconquête du champ culturel par la droite. Pour elle, c'est parce que la gauche a largement dominé, idéologiquement, ces dernières années, que le 10 mai a été possible.

On comprend qu'avec le bagage idéologique qu'elle développe, la Nouvelle Droite ait cru bon, dès le départ, de donner les instructions suivantes à ses adeptes : « *Il s'agit d'être très prudents sur le vocabulaire employé. En particulier, il est nécessaire d'abandonner une phraséologie périmée* » (1).

Le GRECE, dont des "unités régionales", des "délégations" et des "cercles correspondants" existent un peu partout en France, est également représenté en Italie, en RFA, en Suisse, Grèce, Espagne, Suède, USA, Argentine et Afrique du Sud. Il a donné naissance à des structures comme le

Comité de Liaison des Officiers et Sous-Officiers de Réserve (CLOSOR), les Groupes d'Etude pour une Nouvelle Education (GENE). Il a créé les Editions Copernic, influence l'Association Nationale des Enfants Surdoués. Il s'est doté d'un chapelet de cercles pour intervenir dans des milieux précis : l'ENA, l'IEP, HEC.

En 79, Louis Pauwels ouvrait les colonnes du Figaro-Magazine à Alain de Benoist. On trouvait au comité de parrainage du GRECE Raymond Bourguin, le PDG de la Compagnie Française des Journaux qui édite : *Valeurs Actuelles* (hebdo, 120 000 exemplaires), *Spectacles du Monde* (mensuel), *Perspectives* (lancé il y a un an à 90 000 exemplaires). Le GRECE influence également les publications du Groupe Média : *Jacinte*, *Vingt Ans* (90 000 ex.), *Biba* (300 000), *Enfants-Magazine* (165 000), *Stratégie*.

Mais depuis peu, le courant ne passe plus entre le GRECE et la droite. C'est sans doute en prévision de la mise à l'écart d'Alain de Benoist des colonnes du Figaro-Magazine que le patron du Groupe Média, Alain Lefebvre, a récemment lancé son *Magazine-Hebdo*. De leur côté, les partis de droite ont créé leurs propres relais culturels : "l'Association des élus pour la liberté de la culture", épaulée par deux annexes : "Art et Lumière" dont le trésorier, Alain Tirot, est un ex-PFN ; "Alliance pour une nouvelle culture", dirigée par Philippe de Villiers, l'animateur de Radio-Alouette (2).

La rupture semble donc consommée. Le GRECE n'aurait guère approuvé l'exploitation (non scientifique ?) du racisme par la droite pas plus que son soutien au néopopuladisme et à l'enseignement privé. Il renoue donc avec sa stratégie initiale : le travail de taupe, loin des projecteurs médiatiques, et la poursuite de son infiltration idéologique.

(1) Bulletin intérieur confidentiel du GRECE, février 69.

(2) Voir Agora n° 17.



NOUVELLE ACROPOLE

A propos de l'offensive idéologique et culturelle, on ne peut passer sous silence cette organisation internationale, née en Argentine il y a 25 ans. Sous une allure proche des sectes, cette école de philosophie à la manière classique dissimule fort mal un fond idéologique proche du GRECE (quoique concurrent) et une structure hyper-hiérarchisée, para-militaire de type fasciste. En grattant un peu son vernis culturel destiné essentiellement à recruter en milieu universitaire mais aussi marginal, on découvre un "Service de Sécurité" dont les textes internes disent qu'il a pour "but immédiat" protéger les personnes et les biens acropolitains. Buts spirituels : former des chevaliers, des hommes héroïques et constants au service de l'Idéal et préciser, à propos du chef du service de sécurité qu' "on doit le choisir aimant les arts martiaux ou militaire de métier". Tout un programme !

D'« Europe-Action » qui, dans les années soixante, ne cachait pas ses opinions fascistes, à « Eléments » (la revue du GRECE), le ton a changé, mais les idées ? Leur « droit à la différence » débouche finalement sur de bien sombres théories.

AUX ORDRES DU PATRONAT

LE 10 mai constitue un véritable tournant. Avec lui, tous les scrupules qui subsistaient ont volé en éclats. Signe des nouveaux temps, c'est à un ex-OAS, Claude Dupont, que le RPR confiait récemment la charge d'organiser son service d'ordre.

Mais s'il est une organisation dite gaulliste avec laquelle l'extrême-droite n'a cessé de travailler c'est bien le SAC. Et avec lui nous entrons dans un bien sombre milieu où pullulent néo-fascistes, truands, barbouzes, mercenaires et autres vigiles.

LA commission parlementaire d'enquête mise en place au lendemain de la "tuerie d'Auriol" aura au moins servi à détruire un mythe : celui de la participation du SAC à la lutte anti-OAS. Aussi étrange que cela paraisse, au moment même où de Gaulle était pris pour cible (au sens propre du mot), cette organisation de fidèles ne bougea pas le petit doigt. Pour la bonne et simple raison que ses militants étaient très partagés entre partisans de l'Algérie française et gaullistes-malgré-tout. Ainsi Debizet, partisan de l'Algérie française, quitte le mouvement au lendemain du discours de De Gaulle sur l'autodétermination et porte, depuis lors, une cravate noire en signe de deuil !

Malgré ce clivage, dès 1963, s'appuyant sur la politique germanophile du Général, le SAC lance une vaste opération de séduction en direction des groupuscules néo-nazis comme "Jeune Légion d'Europe" ou "Europe-Action" dont il récupère quelques militants.

Mai 68, avec le retour de Debizet dans la maison, marque un second tournant. Le SAC voit affluer nombre de néo-fasciste dans ses rangs. C'est avec leur aide que le Service d'action civique créera, de toute pièce, l'Union Nationale Interuniversitaire à la rentrée 68-69.

SUS AUX ANTIMILITARISTES !

L'UN des terrains d'étroite collaboration entre le SAC et les néo-fascistes sera la défense de l'armée et la chasse aux antimilitaristes. L'UNI a servi, entre autres, de lieu de recrutement d'étudiants dits modérés, pas du tout "grillés", que le SAC utilisait comme véritables indicateurs tant en milieu universitaire et lycéen que dans les rangs des appelés. De même, après la création, en 72, par Ordre Nouveau de sa branche militaire, le Groupe d'Intervention Nationaliste (GIN), le SAC servit de relais pour le mettre en rapport avec

la Sécurité Militaire. C'est ainsi que SAC et GIN travaillèrent souvent de concert, sous la signature GIN, dans des actions para-militaires contre le mouvement antimilitariste. Une collaboration qui ne s'est pas démentie après la dissolution d'O.N. puisque c'est tout autant au SAC qu'au PFN que l'on doit la création du Comité de Soutien à l'Armée du sergent et militant du PFN Joël Dupuy.

Avec la nomination de Debizet à la tête du SAC en 69, voulue par Pompidou, on assiste à une vaste "purge" dans ses rangs, qui durera de l'automne 69 au printemps 70. Il y aurait eu alors 3 160 expulsions et 3 734 cartes non-renouvelées. Depuis cette époque, aux côtés du SAC officiel de Debizet fonctionnent plusieurs "SAC parallèles" qui se lancent dans la création de sociétés diverses : gardiennage, protection rapprochée, détectives privés. Mais aussi des sociétés d'intérim plus ou moins fictives chargées de recruter des hommes de main, notamment pour les opérations musclées contre les travailleurs grévistes.



Car s'il est un terrain dans lequel le SAC officiel s'est infiltré et les autres regroupements investis c'est bien l'entreprise et les syndicats-maison.

A la mesure de leurs moyens, certes plus faibles, les néo-fascistes ne sont pas en reste dans la création de sociétés d'un genre particulier. Ce sont deux anciens d'O.N. qui décrochèrent le gros des contrats, en 74, pour organiser la campagne de Giscard au nom de la société : "Diffusion Générale de Publicité" dont ils étaient patrons : Paul Pietri et Gilbert Vandenbruch. Ce sont deux autres anciens d'O.N. qui, avec des giscardiens, créèrent à cette même date une société de sondage "Public S.A." : Guillet et Joël Galli. Suite à des dissensions, giscardiens et fascistes se séparaient en 80, Guillet et Galli donnant alors naissance à "Indice Opinion".

SERVICE D'ACTION CIVIQUE

LYON ET RHONE

LYON, le 16 JUILLET 1969

SECRET DEFENSE

POUR MESSIEURS LES COMPAGNONS
DU
"SERVICE D'ACTION CIVIQUE"
DEPARTEMENT RHONE

-CO-

OBJET : Information des compagnons - Restructuration - Transformation - Reclassement.

- Pénétrer partout, plus encore, même par personne interposée et bien choisie, ou nous pouvons le faire moralement et civiquement, en se trouvant nos ennemis afin de démolir leur action et les détruire par toute propagande de dénazification. Pour cela notre ville et notre région s'y prêtent bien. (Vaincs, citées, maisons de jeunes, facultés, ateliers, sociétés, etc...)

- Noyauter les administrations, la Police, l'Armée. Pour cela aussi je sais combien c'est facile ; les événements récents l'ont prouvé

CITÉ CATHOLIQUE

Génée par la publicité qui lui fut faite au moment de la guerre d'Algérie en raison de son soutien à l'OAS, Cité Catholique changea de nom en 65 pour celui, inassimilable d'Office international des œuvres de formation civique et

d'action doctrinale selon le droit naturel et chrétien. Pour les inbey et ses militants l'Office reste Cité Catho.

Sa seule activité officielle est l'édition de son organe Permanences et un Congrès annuel à Lausanne sur la doctrine sociale de l'Église.

Mais Cité Catho c'est surtout un réseau d'associations, cercles et instituts intervenant dans des secteurs très divers.

Dans l'enseignement, ses filiales sont la revue "Action Scolaire", le Secrétariat d'information et de recherche universitaires et scolaires (SIRUS), Formation civique des Jeunes, Culture et Lecture des jeunes (avec sa revue "Plaisir de lire"). Sa branche étudiante, le Comité étudiant pour les libertés universitaires (CELU) publie la revue "Université libre". Les jeunes sont également touchés à travers le scoutisme, notamment Guides et Scouts d'Europe, Guides et Scouts St-Georges. Après une tentative avortée de prendre en main l'Association des parents d'élèves de l'enseignement libre, Cité Catho a créé sa propre structure : l'Association des parents pour la promotion de l'enseignement supérieur libre (APPEL).

Les artisans sont touchés à travers "Sauvetage et promotion des métiers", tandis que les agriculteurs le sont par l'intermédiaire du Centre d'études et d'initiatives agricoles et rurales (CETIAR), très lié à la fascisante Fédération Française de l'Agriculture (FFA).

Le monde du travail est également une cible privilégiée. La liaison avec le CNPF se faisait, il y a quelques années, à travers Thierry Schmitz, proche collaborateur de Ceyrac. Les cadres sont particulièrement soignés. Pour eux on a créé le

Centre d'Études et de Recherches des Cadres (CERC) et le Centre d'Études des Entreprises (CEE) dont les filiales sont nombreuses. Habitat et Civilisation, spécialisée dans la diffusion des ouvrages du Club du Livre Civique. Association catholique pour le logement et l'épargne spécia-

lisée dans la récupération du "1 % patronal" pour la formation permanente.

Ce "1 % patronal" constitue une manne inépuisable pour créer des Instituts et associations. C'est grâce à lui qu'ont été créées un chapelet d'écoles supérieures dont l'un des animateurs était, récemment, le responsable royaliste de la FURF : Etienne Mainoux.

L'influence sur les travailleurs français se fait essentiellement à travers la CFTC et, à l'occasion, FO ou la CSL après la tentative avortée de créer (conjointement avec le PFN) une Association pour un syndicalisme libre (ASL). Il n'en va pas de même pour les travailleurs immigrés que l'on touche, toujours grâce au "1 % patronal" à travers l'enseignement du français mené à bien par l'Institut de formation pour travailleurs immigrés (IFTI) et le Centre de formation inter-entreprises (CFI). Avant le 10 mai, le CFI avait obtenu un véritable monopole dans les foyers SONACOTRA et la femme d'un responsable de Cité Catho, Marie-Christine Gousseau, embauchait à tour de bras ses camarades royalistes pour ce travail d'alphabétisation...

LE SYNDICALISME-MAISON

C'EST en 71 que le SAC décide d'orienter une partie importante de ses activités vers les entreprises, notamment à travers la Confédération Française du Travail (CFT).

Officiellement créée en 59, la CFT remonte en fait à 1947 en pleine scission à la CGT et au début de la guerre froide. Il se crée alors un Comité Général des Syndicats Indépendants qui éclate en 52 en trois confédérations : le Syndicat-Simca ; la Confédération Française des Syndicats Indépendants et la Confédération Française Syndicale "Travail et Liberté". Après le retour de De Gaulle au pouvoir, ces trois syndicats groupusculaires fusionnent pour créer la CFT. Elle sera dirigée de 59 à 75 par Simakis, militant d'extrême-droite. En 75 il sera évincé par son adjoint Auguste Blanc, militant du SAC, qui prend la présidence de la CFT tandis que Simakis scissionne, avec un tiers des militants, pour créer l'Union Française du Travail (l'UFT).

Cette prise en main par le SAC ne fera qu'accentuer encore le caractère barbouzard de la CFT dont les pratiques terroristes dans les entreprises ne sont plus à décrire : provocations des délégués syndicaux, agressions des "agitateurs", attaques des piquets de grève, syndicalisation forcée de milliers de travailleurs immigrés sous peine de non-embauche. Grâce à toute une série de sociétés d'intérim, le SAC recrute des commandos pour briser les grèves. Ce fut le cas, en 72, lors de l'attaque contre l'usine Peugeot de Saint-Etienne dont les mercenaires avaient été recrutés par la Société industrielle de travaux d'études et de régie (SITER) sur Paris et acheminés par des cars loués par le responsable de la CFT de Berliet. La CFT c'est aussi le fichage et l'espionnage, par exemple grâce à la société de nettoyage UNIC qui fouillait les poubelles et allait jusqu'à poser des micros dans les locaux syndicaux. A noter aussi qu'à l'occasion l'Union Nationale des Parachutistes sait fournir les gros bras nécessaires, tout comme l'Association des Combattants de l'Union Française dont le but est de reclasser les militaires de carrière.

Le 5 juin 77, trois militants CGT des Verrieres mécaniques champenoises étaient touchés par des balles, à Reims. L'un d'eux, Pierre Maître, devait mourir quelques heures plus tard. L'assassin était membre du SAC et de la CFT. Depuis, le syndicat s'est rebaptisé Confédération des Syndicats Libres. Si la CFT-CSL reste essentiellement implantée dans l'automobile (1), elle recrute aussi énormément chez les gardiens d'immeubles (2) confirmant par là même son rôle parapolicier. Mais ses pratiques n'ont pas varié d'un pouce. Liant ses méthodes aux "mesqui-

neries" quotidiennes du patronat, elle a acculé récemment deux travailleurs au suicide : Léon Chailleux, délégué CGT chez Chrysler à Poissy en novembre 79 ; Philippe Marchaux, délégué CGT et militant LCR chez Peugeot à Sochaux en février 80...

- (1) Les 40 % des 250 000 travailleurs qu'elle prétend représenter sont dans l'automobile.
- (2) Il y a quelques années, elle regroupait dans ses rangs 12 000 concierges.



Commando CFT de Citroën-Caen partant interdire une distribution de tracts.

DE L'ANTIFASCISME

SARCELLES, Antony : l'opposition passe. Dreux, Aulnay : la droite l'emporte et, avelle elle, le Front National fait un score inquiétant. Dans cette France socialiste, pas à pas, le racisme s'installe. Une fois de plus, la social-démocratie au pouvoir ferait-elle lit au fascisme ?

LA victoire électorale de la gauche a signifié la démobilisation des travailleurs et le muselage des mouvements sociaux, préalables nécessaires à la mise en place de sa politique d'austérité.

Après avoir livré les travailleurs, pieds et poings liés, au patronat, la gauche a repris à son compte le discours fascisant de la droite sur l'insécurité et pris des mesures anti-immigrés. Ainsi, après les avoir désarmés, la social-démocratie divise les travailleurs en jouant sur les sentiments les plus droitiers d'une partie non négligeable de la classe ouvrière française. Dans ce domaine, il est vrai, la politique du bulldozer du PC à Vitry avait déjà montré la voie.

LE RACISME S'INSTALLE

BANALISATION des thèses fascistes et racistes ; lutte anticomuniste : les derniers scrupules de la droite ont volé en éclat favorisant les alliances avec le Front National. Bénéficiant d'une conjoncture favorable, un secteur de l'extrême-droite part à l'assaut des immigrés et rencontre un écho indéniable en milieu populaire. Certes, nous ne sommes pas à la veille de l'instauration du fascisme en France, mais la stratégie légaliste de Le Pen pourrait bien déboucher sur une entrée de son Front, progressivement, dans toutes les instances du pouvoir : de la municipalité au Parlement européen. Ce n'est plus timidement que les néo-fascistes entrent dans les coulisses du pouvoir — comme ce fut le cas en 74 pour le PNF avec Giscard — mais ouvertement, sans cache-sexe.

Le danger réel, aujourd'hui, est bien celui d'un MSI à la française. En outre, les autres secteurs de l'extrême-droite ne manqueraient pas de se durcir et, pour se démarquer "à la droite du FN", pourraient être tentés par des opérations musclées, provocatrices, voire terroristes.

LES DEUX MACHOIRES D'UN MEME PIEGE

UNE riposte libertaire au fascisme et au racisme reste possible, à la condition tout d'abord de déjouer les deux faces d'un même piège.

La première serait de se joindre à la mobilisation que la gauche ne manquera pas de préparer autour du gouvernement contre un racisme qu'elle a très largement contribué à ranimer. Cet antifascisme réformiste, fonda-

mentalement interclassiste, ne peut que servir les intérêts politiciens de la gauche et, par conséquent, contre les intérêts des travailleurs.

Mais il est aussi une autre face, plus subtile, qui n'en est pas moins suicidaire physiquement et criminelle politiquement. Sous prétexte que le fascisme n'est que l'une des formes d'un même système capitaliste, l'ultra-gauche et, avec elle, certains libertaires s'obstinent à ne pas voir la différence substantielle entre démocratie bourgeoise et fascisme. Prétendre que ces deux formes se valent revient à identifier une période de montée des luttes ouvrières à une période de recul, de division et de démobilisation. Elle est physiquement suicidaire parce qu'elle laisse les travailleurs désarmés, au sens propre du mot, face aux agressions fascistes. Elle est politiquement criminelle parce qu'elle entérine, sans brocher, le recul de la classe ouvrière.

UN ANTIFASCISME LIBERTAIRE

UNE lutte libertaire contre le fascisme et le racisme doit tout mettre en œuvre pour favoriser l'unité et la mobilisation des travailleurs, français et immigrés, pour la défense de leurs intérêts de classe. L'unité doit avoir pour corollaire l'auto-défense ouvrière, de masse, partout où les travailleurs peuvent être physiquement menacés : des entreprises aux quartiers.

Egalitaire, autogestionnaire, le combat libertaire contre le fascisme est aussi anti-étatique. Il ne sert à rien de s'en remettre à l'Etat pour demander de sévir contre tel meeting ou tel groupuscule nazillon. Une telle attitude ne peut que renforcer la crédibilité de l'Etat et entretenir le mythe d'une entité neutre, arbitre suprême, là où il n'y a en fait qu'un outil de classe qui nourrit le fascisme, au même titre que celui-ci se nourrit de celui-là.

Enfin, un antifascisme libertaire passe aussi par un combat idéologique. Nous n'avons que trop longtemps cédé ce terrain à la Nouvelle droite ou aux "intellectuels de gauche" qui, comme on le voit aujourd'hui, n'ont rien à dire ou, lorsqu'ils parlent, feraient mieux de se taire tant leur discours ressemble à celui de la droite. Il nous faut réinvestir le terrain culturel pour désarmer l'idéologie fasciste.

Unité et auto-défense ouvrières, anti-étatisme, combat idéologique : tels sont les piliers d'un antifascisme libertaire.



KIOSQUE

RENDEZ-MOI MON VÉLO !

Après avoir rempli les encriers de porcelaine, jeté les chewing-gums et subi la leçon de morale où le pauvre donne au riche ou l'inverse (je ne me souviens plus), l'instituteur, à barbiçhette homologuée CAMIF, accroché au tableau (les trous et les crochets ne correspondent jamais) une de ces gravures à couleurs pisseuses : c'était le début de l'audio-visuel à l'école.

L'une de ces gravures représentait Louis IX, alias saint Louis, rendant la justice sous un chêne, d'où l'expression "mettre à l'ombre". Personnellement, j'ai toujours préféré celle de Palissy cassant les chaises pour les mettre au feu : ça faisait plus désordre.

Et voilà que trois instits hirsutes (donc, non homologués) me disent de leurs voix rocailleuses que le Louis IX (GTL-diésél-turbo) en question, n'était qu'un impérialiste français qui, avec l'aide de l'Eglise (donc, ceux de la privée), avait massacré la moitié des Occitans, inventé le port de l'étoile jaune pour les Juifs et l'Inquisition pour les autres.

Ce qui confirme que le 2 sur dix que j'ai eu à la composition d'histoire du mardi 3 décembre 1961 était parfaitement injustifié et que si mon Camif d'instituteur avait lu le livre de Borzeix, Pautal et Sarbat, j'aurais certainement eu mon vélo trois vitesses à dérailleur Simplex pour la Noël.

A.C.

* Daniel Borzeix, René Pautal, Jacques Serbat : "Louis IX, alias saint Louis, et l'Occitanie", les Monédières (Le Loubanel, 19260 Treignac).

L'IMAGINAIRE SUBVERSIF

Auteur d'une "Histoire de l'anarchisme aux Etats-Unis d'Amérique" (voir Agora n° 12), Ronald Creagh nous propose aujourd'hui une visite guidée des laboratoires de l'Utopie dans le Nouveau Continent.

Nous avions déjà entendu parler des expériences communautaires de la fin du siècle passé en Amérique comme sur le Vieux Continent. Nous avons encore tous en mémoire la vague "hippie" des années 60. Cet ouvrage nous permet aujourd'hui de mieux saisir ces deux floraisons utopiques ; celle débutant en 1825 sous l'influence de Robert Owen et celle dont le coup d'envoi fut donné par le rassemblement en 66 de "Freeland" organisé par la School of Living et la Fédération anarchiste new-yorkaise.

Mais, surtout, cet ouvrage nous permet de mieux en saisir les composantes, leurs particularités ainsi que les liens qui les unissent. Car au cours du siècle séparant ces deux phases, Ronald Creagh dirige les projecteurs en directions d'expériences jusque-là méconnues, sinon inconnues, ayant d'une certaine

façon assurées, sinon la continuité, tout au moins une liaison filiale.

Loin de se contenter d'une description, l'auteur se livre à une réflexion sérieuse et pertinente sur l'imaginaire subversif et ses différents laboratoires nord-américains.

Malgré son érudition (ce livre s'appuie sur des sources souvent inédites), cette étude se lit d'un trait et mérite que l'on fasse le détour.

"Laboratoires de l'utopie : les communautés libertaires aux Etats-Unis" de Ronald Creagh, Ed. Payot, Coll. Critique de la politique (80 F).

NOUS AVONS AUSSI REÇU...

• Nicolas FAUCIER, "Pacifisme et antimilitarisme dans l'entre-deux guerres (1919-1939)", Spartacus, 60 F. (Par un compagnon de lutte de Louis Lecoin, la monographie qui manquait au mouvement pacifiste).

• "Anarchisme, écologie, luttes anti-nucléaires" par le groupe d'Angers de la F.A., 15 F. (Des dangers écologiques, économiques et sociaux du nucléaire à la question vitale : quelle énergie pour quelle société ?).

• Palmiro TOGLIATTI, "Appel aux fascistes", Nautilus, 25 F. (Août 1939 : quand le secrétaire général du PC italien tendait la main et la joue aux fascistes Un document inquiétant).

• Claude ORSINI, "De la dissidence. Le régime idéologique soviétique et la dissidence", Nautilus, 12 F. (A quoi servent les dissidents ? Notes éclairantes sur la météo glaciale de l'Est).

• "Entreprises et initiatives alternatives au Québec", par un collectif animé par B. MATTEI et S. MOREAU,

Les Alternatives du Centre-Est, 20 F. (Des radios au logement en passant par la santé : tout ce qu'il faut savoir sur ce qui bouge avant de faire le voyage).

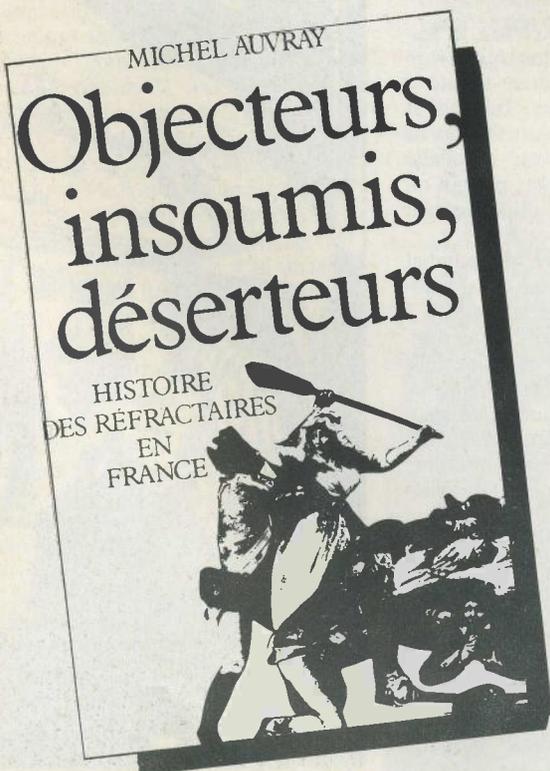
• Georges FONTENIS : "Le message révolutionnaire des "Amis de Durruti" (Espagne, 1937)", Editions "L", 25 F. (La saga d'un groupe révolutionnaire méconnu par un militant communiste-libertaire connu).

• Juan GELMAN, Alberto ZPUNBERG, Vicente ZITO LEMA "Il nous reste la mémoire. Poèmes argentins de l'exil", La Découverte/Maspéro, 77 F. (A lire en écoutant le Cuarteto Cedron. Poésie de combat).

• "L'état du monde 1983, annuaire économique et géopolitique mondial", sous la direction de François GEZE, Alfredo VALLADAO, Yves LACOSTE. La Découverte/Maspéro, 85 F (127 articles toujours aussi intéressants, dans cette 3^e édition qui reste un outil de travail indispensable... et en plus ils citent AGORA).

• Yves LE BONNIEC, Claude GUIL-LON, "Ni vieux, ni maîtres. Guide à l'usage des 10/18 ans", Alain Moreau, 40 F. (Un pavé dans la gueule du vieux monde. Absolument nécessaire dans la panoplie des jeunes combattants).

• PLANTU, "C'est le goulag", La Découverte/Maspéro, Le Monde, 39 F. (L'actualité depuis 81 commentée par le trait ravageur du dessinateur du Monde : une façon de retourner le crayon dans la plaie).



ENFIN, LES RÉFRACTAIRES ONT UNE HISTOIRE

Objecteurs, insoumis et déserteurs, ont longtemps fait partie de la longue cohorte des exclus de l'histoire. Tels les sorcières et les fous, ils n'existaient que dans les franges troubles de la mémoire collective. Les anciens déserteurs de l'Algérie, ou les militants plus récents des mouvements d'opposition à l'armée, livraient à peine (au coin du feu), leurs pudiques souvenirs. Mais désormais, le voile est levé. De marginaux, ils ont été transformés en sujets historiques. Grâce au livre de M. Auvray : "Objecteurs, insoumis, déserteurs", ils ont un passé écrit, une anthologie de leurs luttes.

C'est, en effet, à une vaste étude de l'opposition à l'armée, que s'est livré Michel. Et il n'a pas hésité à reprendre l'analyse de ce phénomène, dès ses origines, lors de la formation de l'Etat (la partie sur Clastres aurait mérité, peut-être, plus de développement).

Mais il serait injuste de faire de ce bouquin simplement un manuel d'histoire. C'est aussi l'ouvrage d'un militant qui s'adresse à d'autres militants. En ce sens la dernière partie qui couvre la période 73-83 ne peut que contribuer à réanimer les flammes vacillantes de la lutte et surtout à poser la problématique actuelle.

Ceci dit, le bouquin m'a laissé sur ma faim. Comment, en effet, faire une histoire des réfractaires à l'armée en mettant de côté les antimilitaristes ?

La coupure sémantique est si mince que les faits historiques parfois la rendent caduque : en 17, par exemple, bien sûr il y a les mutineries, mais il y a, à la même époque 300 000 grévistes en France et surtout le Comité de défense syndicaliste (CDS), constitué de militants CGT, souvent anarchistes (minoritaires, bien sûr), qui organise des grèves dans les usines d'armements, entre autres, pendant les années 17-18. N'était-ce pas là un moyen de s'insoumettre à l'armée ? Analyser les deux aspects du même phénomène aurait, peut-être, évité d'écrire, quelques lignes plus loin : « Bien peu d'individus ont, en définitive, une personnalité suffisamment forte pour aller à contre-courant du bellicisme ambiant ». De la même façon, mais à une autre époque, pourquoi avoir omis de citer les "comités de soldats", qui posaient bien un problème, à l'intérieur de l'armée, tout comme le poilu en 17, les circonstances historiques n'étant pas les mêmes.

Mis à part ce manque d'insertion dans le contexte (d'ailleurs non applicable à l'ensemble du livre : voir l'exemplaire chapitre sur l'avant-veille de 14), il faut lire et conserver précieusement ce bouquin. Ce n'est pas tous les jours que les acteurs de l'histoire s'en ressaisissent.

V. Marcos

"Objecteurs, insoumis, déserteurs : histoire des réfractaires en France" de Michel Auvray. Ed. Stock 2, 95 F.

SCALZONE, PAROLES DE L'AUTONOMIE

AU matin du 7 avril 1979, une opération policière d'envergure place sous arrêt toutes les personnalités connues de "l'Autonomia Operaia". Quatre ans plus tard s'ouvre, à Rome, le procès de Toni Negri, Scalzone et de 70 de leurs camarades. Entre ces deux dates, la machine d'Etat et son appendice judiciaire se sont emballés et ont dérapé sur l'arbitraire. Depuis, le débat se poursuit au sein de l'ex-mouvance autonome : que penser des repentis ? de la dissociation ? du projet d'amnistie ? Oreste Scalzone en parle ici... (*)

N. Je voudrais que tu évoques pour commencer le "7 avril", événement sans doute moins connu que l'enlèvement de Moro mais pas moins important pour autant ; notamment pour la compréhension de l'actualité italienne liée au "terrorisme".

O.S. La grande vague d'arrestation dans les milieux de l'autonomie qui a eu lieu à ce moment constitue sans doute la date symbolique du passage de l'utilisation "classique" des moyens juridiques et pénitentiers de répression aux méthodes d'incrimination élargie, c'est-à-dire à la "reproduction élargie" des arrestations sur la base de la contiguïté, des liaisons idéologiques, parfois de la parenté, etc. Auparavant, il y avait des contre-guérilla préventives mais avec le "7 avril" commence le gros procès politique.

N. De quoi étais-tu accusé, au fait ?

O.S. D'association subversive, d'organisation de bande armée et d'insurrection contre l'Etat (tentative, évidemment !). Après ils en ont ajouté beaucoup d'autres à partir de l'idée de responsabilité collective et des déclarations des repentis. En tant que dirigeant d'une sous-mouvance autonome, j'ai été accusé, (en fait de complicité, mais ils ne le disaient pas dans le Code) de tentative d'homicide multiple (pour une fusillade qui a eu lieu à la suite d'un hold-up), pour coups et

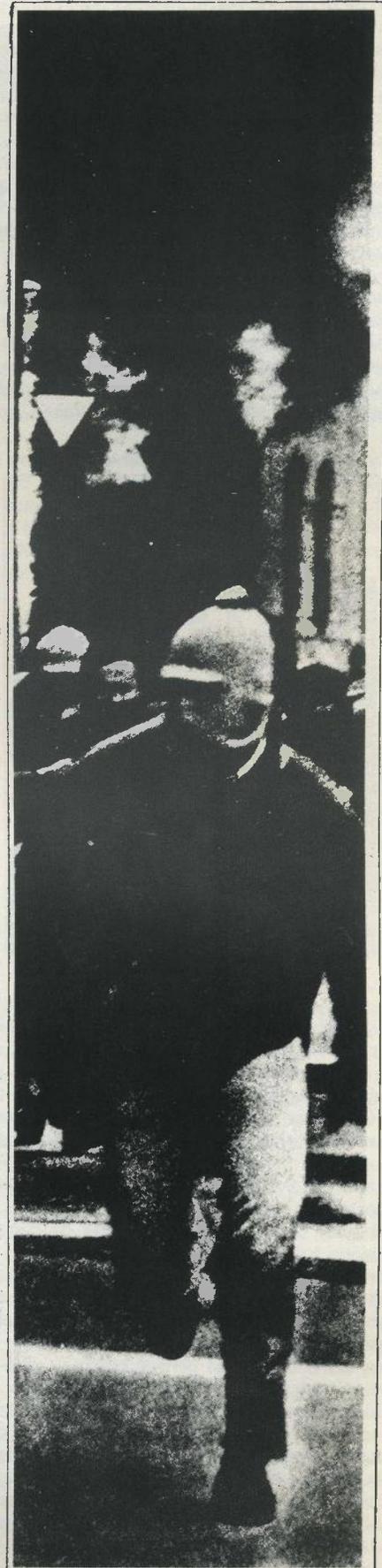
(*) Un article détaillant ces problèmes et les événements qui les ont provoqués est paru dans AGORA n° 15, avril 83. Rappelons pour faciliter la compréhension des propos de Scalzone que les "repentis" sont les détenus qui obtiennent des remises de peine en collaborant avec la police ; la "dissociation" est la tendance à se démarquer et donc à se désolidariser de certaines actions violentes ; le projet d'amnistie est une revendication promue par certains ex-autonomes et devant s'appliquer aux actions et événements qui se sont déroulés quand cette mouvance brillait de tous ses feux.

blessures (d'abord contre le médecin chef de la mairie de Seveso, en 1977, et après pour la "jambisation" d'un cadre dirigeant, responsable du "Temps et méthodes", de l'usine Breda, à côté de Milan) et pour organisation d'une importation d'armes en provenance du Moyen-Orient.

Mais revenons au 7 avril, date à partir de laquelle on assiste à un triple déplacement des accusations. Premièrement il y a eu la théorie du complot ; les accusés étaient présentés comme une sorte de super clan dirigeant à la fois l'armée clandestine et les luttes de masse anti-institutionnelles. C'était là l'accusation la plus faible, que nous avons pris un peu à la rigolade. Cette hypothèse mégalomane était appelée "le théorème Calogero", d'après le nom d'un juge de Padoue qui menait l'enquête, un vrai fou idéologique très lié à la section des affaires d'Etat du PCI et à Ugo Pecchioli. Trois mois après, l'affaire étant passée entre les mains des juges de Rome, plus traditionnels, démocrates-chrétiens, le contenu de l'accusation change sensiblement : elle est déjà plus construite, on ne nous accusait plus pour avoir été les inspirateurs de l'enlèvement de Moro mais pour l'ensemble de nos activités subversives menées sous différentes formes organisationnelles. Le procès devenant avant tout idéologique : on citait nos textes, nos prises de position, etc. des dix dernières années. La troisième phase se révéla la plus dangereuse, puisqu'elle s'appuyait sur les témoignages des repentis. Si l'on conservait le chapeau initial (complot) les accusations se faisaient plus précises : avec des copains par exemple on a eu droit à un procès monstre (300 inculpés), à cause surtout des repentis.

N. L'idée d'amnistie apparaît-elle en ce moment ?

O.S. Déjà, Franco Piperno, en cavale en France (d'où il sera extradé par Giscard) a lancé le débat sur cette question dans *Metropolis* et *Libération*. Mais il faut voir



Toni NEGRI. Un philosophe en permission août 83, publié par CHANGE INTERNATIONAL — 9, rue Fondre Paris 75006 — automne 83, n° 1.

que même chez nous, chez ceux qui venaient du mouvement et qui en étaient les sujets réels, il y avait une totale incompréhension du problème de l'amnistie.

D'un côté il y avait le réflexe pur et dur de refus de toute forme de reconnaissance du terrain étatique, de toute réflexion en termes de négociation. Bien que je ne fut pas d'accord avec ce genre d'hallucination, il faut reconnaître qu'elle était moins déraisonnable en cette période (jusqu'à 1980) que depuis ; en effet, des milliers de combattants demeureraient actifs. De l'autre côté, de manière timide et nuancée, il y avait déjà l'embryon de la polémique qui allait plus tard me séparer de Toni Negri. Lui aussi, dans les discussions que nous avions dans les cellules, était hostile à l'amnistie : sa ligne de défense se fondait sur un truc non pas ontologique — je rejette ce type d'accusation — mais dialectique : moi, je suis différent des autres. En parlant de dialectique, je suis intellectuellement méchant, puisque Negri a travaillé dernièrement justement sur Spinoza, la fin de la dialectique, etc. Il y a chez Negri, un phénomène de surdétermination (à partir des accusations fausses, fantaisistes et offensantes, du genre "chef des B.R.", dont il avait été victime au départ) qui a entraîné un

Oreste Scalzone



symptôme de différenciation, de dissociation. Or, tomber dans la perverse dialectique de la culpabilité/innocence, du bon/méchant, du terroriste/extrémiste, du brigadiste/autonome c'est permettre à l'Etat d'établir une typologie instituant un véritable système de différenciation sur le plan des conditions pénitentiaires et du destin juridique des individus, en se basant sur des différences réelles du mouvement (transversales, mobiles, complexes). Il faut sortir de cette logique typologique qui sanctionne la différence ! Il y a, c'est vrai, des gens qui ont fait en prison des choses honteuses en s'érigeant en justicier des moindres déviations d'un idéal abstrait et parfois horrible. Mais, si tu commences à définir ces gens-là comme "différents" tu les rends encore plus monstrueux. Ou bien, et je suis maintenant au cœur de l'actualité, tu finis par les exagérer, ou encore tu es contraint de les inventer, voire même de les produire pour faciliter ta propre défense. Combien de gens ne se sont-ils pas réfugiés dans l'"irréductibilisme" par réaction morale à la désinvolture de ceux qui se sont "dissociés".

N. Comment se présente en ce moment le projet d'amnistie ?

O.S. Le discours sur l'amnistie a eu beaucoup de mal à se faire entendre. L'espace politique a été longtemps occupé par la problématique de la dissociation ; cette position s'est donnée des instruments d'action politique et a trouvé des interlocuteurs institutionnels. Elle a abouti à la présentation par un député, Marco Boato, (ancien catholique, ensuite Lotta continua, puis radical, toujours lié au PCI) d'une proposition de loi visant à une certaine décompression des prisons. Nous l'avons dès le départ attaqué ; j'adopterai, pour m'expliquer, le point de vue de la civilisation juridique libérale. Lorsqu'il y a une lésion profonde du principe de l'égalité des citoyens devant la loi il y a deux solutions. Soit établir une typologie, comme le fait ce projet, ce qui signifierait payer par un retour en arrière juridique une prétendue solution partielle, soit rétablir, par une loi spéciale, — l'amnistie —, l'égalité devant la loi. Après une longue traversée du désert — pendant laquelle le problème était de faire accepter l'idée d'amnistie — notre combat est devenu ces derniers mois quelque chose de plus concret. Au mois de mars (83) des copains ont organisé à Bologne une manifestation pour l'amnistie qui a réuni 5 000 personnes ; nous avons fait circuler un peu partout en Italie des vidéos sur la question ; lors d'un meeting sur les prisons organisé par la Démocratie Proletaire la veille des élections, Gian Maria Volonte a lu notre document d'"amnistia in piazza" l'amnistie dans la rue (il s'agit d'utiliser un article de la constitution permettant des propositions de loi extra-parlementaires). Ce document a suscité depuis un intérêt et un enthousiasme croissants. Beaucoup de gens commencent à sortir de leur enfermement idéologisé tandis que d'autres renoncent à la tentation de la dissociation. Les milieux des familles des emprisonnés, certains intellectuels critiques s'intéressent à notre projet auquel un groupe de juristes est en train de travailler...

N. Que penses-tu de la situation actuelle de Negri ?

O.S. Bien que je ne sois pas d'accord avec lui sur bien des points, je me suis félicité du fait qu'il ait réussi à échapper à la prison en s'enfuyant. Auparavant, j'avais publiquement salué son "évasion légale", lors de son élection au Parlement.

N. Une dernière question : quelle est ta position sur la violence ?

O.S. Je ne suis pas non-violent. J'ai toujours détesté le fétichisme des armes et de la clandestinité, j'ai souvent critiqué certaines formes de violence, mais je ne pense pas pour autant que l'on puisse rejeter l'éventualité de la nécessité de recours aux armes et à la violence dans certaines situations. En ce sens je me situe encore dans la tradition révolutionnaire, marxiste, etc. Cela dit, j'ai un intérêt particulier pour toutes les théories non-violentes, mais la seule non-violence que je respecte est la non-violence anarchiste, anti-étatique. Ce que je trouve honteux c'est d'écrire contre la violence tout en acceptant la légalité, c'est-à-dire le monopole étatique de la violence. Sur ce point, je pense qu'il ne faut pas céder d'un pouce.

(Les propos d'Oreste Scalzone ont été recueillis à Paris, le 28/10/83 par Nicolas).



« S'il existe un phénomène tel que le mal absolu, il consiste à traiter un autre être humain comme un objet. »

John BRUNNER

FEMMES INVISIBLES, FEMMES OPPRIMEES

PENDANT deux mois et demi, G. Bellowget a suivi une équipe de "Médecins du Monde" en Afghanistan. Il a ainsi pu rencontrer les opposants qui, depuis quatre ans, s'affrontent à l'occupation soviétique. Cela a donné un long reportage dont nous ne publions ici que les extraits concernant la condition des femmes dans ce pays. Ce choix ne signifie évidemment pas une justification quelconque de l'agression impérialiste soviétique, que nous condamnons énergiquement. Il veut simplement affirmer, comme l'écrit Bellowget, que « les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis ».



D'ABORD il faut reconnaître l'extrême sens de l'hospitalité dont les moudjaheddines font preuve tant à l'égard des médecins que des journalistes. Ils penseront peut-être que c'est un étrange remerciement que de révéler brutalement certaines composantes de la réalité afghane qui sont le plus souvent occultées. Ce serait les mépriser que de les réduire — comme certains le font — à un pion intéressant pour contrer l'impérialisme soviétique sur l'échiquier Est-Ouest.

EN 1978, le gouvernement fait promulguer 8 décrets pour transformer la société. L'un des deux partis communistes afghans, le Khalq, est au pouvoir. Le décret n° 7 établit l'égalité des droits aux femmes et le droit au mariage sans intervention familiale.

En mars 1979, les mouvements rebelles proclament la Djihad, la Guerre Sainte. Enfin, le 25 décembre 1979 commence l'intervention militaire soviétique.

L'Afghanistan est un fief de l'Islam pur et dur depuis des siècles. Toutes les tentatives de réforme ont échoué et se sont heurtées à l'intégrisme musulman et aux coutumes implacables. C'est le Moyen Age plus la lampe à pétrole et le fusil.

QUAND LA MOITIÉ DE LA POPULATION OPPRIME L'AUTRE

C'EST là que le bât blesse. Comme pour les ânes. Une religion des plus sectaires, des coutumes implacables et une misogynie séculaire ont tissé la trame de la vie quotidienne des Afghans. Les femmes en sont les premières victimes.

En 1927, eut lieu la première tentative de dévoiler les femmes, sous l'initiative de princes libéraux. Vive opposition des mollahs.

En 1959, seconde tentative par feu le 1^{er} ministre Daoud, nouvel échec. L'ambiguïté vient du fait que les tentatives de libération de la femme n'obtinrent le soutien que des femmes de la noblesse ou de la bourgeoisie. Les femmes disent que si le mouvement des femmes est en régression, c'est le fait des hommes, de la religion mal comprise et surtout des mollahs. Si le Coran était seulement appliqué, leur condition serait plus supportable mais la tradition, les coutumes sont implacables.

Autre ambiguïté chez les hommes mêmes de la résistance : ce sont les chefs, comme Amine Warkak (*) et ses frères, qui sont les plus "progressistes". Ils parlent anglais ou français (Amine est allé en France deux fois), voudraient introduire les

notions d'hygiène et la médecine et même l'école. Le simple fait de faire venir une mission médicale permanente leur attire quelquefois l'opposition des mollahs.

Dans les déplacements de village en village, il arrive qu'un mollah soit hostile au fait que des infidèles (les médecins) dorment dans la mosquée. Amine et ses frères ont toujours réagi vigoureusement dans ces circonstances en sachant manier le discours et une fois même jusqu'à faire le coup de poing et dénoncer le mollah.

Mais ils reconnaissent que s'ils peuvent contrer les mollahs, c'est parce qu'ils sont des seigneurs de guerre très respectés (Amine et sa famille font partie de la caste aristocratique qui régnait déjà sur la région avant l'arrivée des partis Parcham et Khalq au pouvoir. Les paysans leur sont soumis comme des vassaux). La masse des paysans, si elle apprécie le passage des médecins, est opposée à toute évolution si petite soit-elle et hostile au principe même de l'école sauf à l'apprentissage des textes coraniques.

Mais s'il est un point sur lequel tous les hommes sont bien d'accord, c'est par rapport à la place — immuable — de la femme dans leur société. Impossible d'en rencontrer un qui souhaite un changement. Elles resteront des recluses, des êtres de second ordre.

Cette ségrégation sexiste est poussée jusqu'à de telles limites ici qu'elle n'est égale que dans quelques émirats du Golfe et chez les gardiens de la "révolution" de Khomeiny.

Si on ne les voyait dans les champs, si on ne voyait les malades, on pourrait se demander si les femmes existent en Afghanistan. On voit bien des fantômes qui tournent la tête à notre approche et se figent, des portes qui claquent... Elles n'apparaissent jamais aux repas, jamais aux fêtes, pas

même à la mosquée. Il est interdit de les photographier. Quelques anecdotes donneront une faible idée de leur enfermement et du mépris dont elles sont l'objet.

Quand on demande à un homme : "Combien as-tu d'enfants ?" il faut rajouter "et combien de filles ?"

Le silence accueille la naissance d'une petite fille alors qu'on tire des coups de fusil et qu'on donne une fête pour célébrer celle d'un garçon. Il est interdit de prononcer un prénom de femme dans une société d'hommes. Quand un père a décidé de marier sa fille, celle-ci selon la loi coranique, doit malgré tout donner son consentement. Quand elle refuse, pour empêcher sa fuite, on la fait jeter en prison.

Quand une fille aime un autre garçon que celui qu'on lui a désigné, l'histoire est sans issue pour la fille. Un cas parmi d'autres : une fille qui éprouve un amour réciproque pour un garçon de son âge. Le père, par intérêt a décidé de la marier à un vieillard. Après 4 ans de résistance, elle épouse le vieillard mais ne peut avoir d'enfant. Elle aime toujours le jeune garçon. Pour sauver son honneur, les femmes de son entourage la pousseront à se jeter dans la rivière.

Dans les villes c'est pire. Les femmes ne font pas le marché. Donc elles n'ont pas besoin de sortir. On ne saura jamais combien de femmes purgent 15 ans, 20 ans ou plus de réclusion dans la maison du mari, mais c'est une réalité indéniable.

Une femme de l'équipe médicale fait remarquer à Amine que chez les Hazaras on voit les femmes dans les rues du village, elles travaillent et parlent avec les hommes devant les maisons, elles mangent avec les hommes, elles ne se cachent pas derrière le voile à chaque fois qu'on les rencontre. "Pourquoi les Pashtounes n'en font pas autant ?" Amine, avec superbe : "Ce sont

les hommes Hazaras qui sont trop faibles !" Rappelons que les Hazaras, ces descendants des Mongols, sont détestés parce que Chiïtes. Quant aux vocations que les chefs cherchent à susciter parmi les paysans, voici le discours que tient un mollah célèbre dans le Geratu : "Si un paysan donne 1 afghani pour aider la Guerre Sainte, Allah lui rendra 700 afghanis dans l'autre vie. Si un moudjahid donne 1 afghani pour aider la Guerre Sainte, Allah lui rendra 700 000 afghanis après sa mort". Guerre psychologique, escroquerie, messianisme coranique sont intimement liés.

ALLAH EXPLIQUE TOUT

TOUTES les discussions tournent court. Allah explique tout, justifie tout. C'est tellement désopilant que ça rompt tout dialogue.

Amine : "C'est Allah qui a envoyé les Soviétiques pour éprouver le peuple Afghan". Et quand un moudjahid va tirer au bazooka sur un objectif ennemi, il commence par crier : "Allah Akbar !"

Quant aux mouvements de soutien aux Afghans, ils ont parfois une méconnaissance troublante de la réalité. J'ai vu une affiche de R.F.A. montrant une femme en armes symbolisant la résistance afghane. C'est une imposture grossière ! Mais c'est tellement plus facile de se trouver des bonnes causes à défendre dans le Tiers-Monde que de lutter contre sa propre aliénation ou exploitation.

Les petits-fils de la "Révolution" en sont réduits à s'opposer à tout un peuple. La dialectique a cédé la place aux hélicoptères et aux Migs. En face d'eux, ce peuple de paysans farouches qui se bat contre une invasion étrangère mais aussi pour conserver son intégrisme et son obscurantisme. L'Afghanistan n'est jamais que la situation exacerbée de ce qui se passe sur cette planète à un niveau moins spectaculaire : c'est souvent à qui sera le plus réactionnaire et tous les belligérants ont de bons atouts en mains.

Alors, quelle solution ? Il n'y en a point d'idéale.

Les Russes accepteront-ils de se retirer ? On aura une nouvelle République Islamique. Et la femme continuera à jamais sa vie de recluse.

Depuis des millénaires, les humains ont prouvé qu'ils étaient incapables de se construire une vie sociale basée sur l'intelligence et la liberté. Et les Occidentaux (Russes inclus) n'ont certes pas de leçons à donner à ceux qui perpétuent le Moyen Age. Eux qui n'ont réussi que la révolution technologique dont l'apogée aura été deux guerres mondiales et qui ne pensent qu'à préparer la troisième.

Que les libertaires continuent à dénoncer le stalinisme là où il sévit, en Afghanistan comme en Pologne ou en Mongolie, dans les rouages des syndicats ou dans les organisations satellites où il se camoufle (genre Mouvement de la Paix). Mais les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis. Et nous ne pouvons que dénoncer aussi la Guerre Sainte et l'oppression des femmes en Afghanistan.

Ghislain BELLORGET

(*) Amine Warkak, dont il est fait allusion dans le texte, est le chef militaire du district de Geratu, contrôlé par le mouvement "Maaz-I-Milli Afghanistan", composante nationaliste ou "modérée" de l'opposition afghane.



Résistants afghans dans la province de Kunar

ESPAGNE



LA CNT-RENOVEE EN CONGRES

DU 29 octobre au 1^{er} novembre dernier, la CNT-Rénovée a tenu son VIII^e Congrès, à Madrid. Un ordre du jour chargé, des débats parfois houleux, mais des accords clairs et une probable unification avec, au moins, un secteur de la CNT-Historique.

C'EST en présence de quelques 300 délégués (représentant 75 syndicats), une centaine d'observateurs et plusieurs dizaines d'invités que s'est déroulé ce VIII^e Congrès de la CNT-Rénovée. Étaient, notamment représentés : le journal portugais "A Batalha", la revue italienne "Autogestione", le groupe P. Nolasco des travailleurs libertaires chiliens exilés à Paris, les camarades de la tendance dite "Frente Libertario" de l'exil, ainsi qu'Agora, la CFDT des P.O., les Objecteurs espagnols et des militants de la CNT-AIT du Métro de Barcelone. A titre personnel : Maurice Joyeux, de la F.A.

DES DÉBATS PARFOIS PASSIONNÉS

SI, tout comme à son Congrès de Valence, en juillet 80, ce secteur de la CNT s'attache à un profond respect de la démocratie interne, les enjeux de ce Congrès l'ont parfois rendu passionné, voire houleux. Il est vrai que l'ordre du jour contenait des points décisifs, non seulement sur la stratégie syndicale, mais aussi les contenus idéologiques, les règles de fonctionnement et la possibilité de réunification avec la CNT-historique.

La CNT-Rénovée n'est pas, tant s'en faut, un bloc homogène (1) et les tendances diverses n'ont pas manqué de se faire jour : depuis le courant syndicaliste au sens strict jusqu'à un courant dit globaliste pour lequel la CNT doit être bien plus un mouvement social qu'une organisation syndicale. Entre ces deux pôles, des positions intermédiaires...

Pour certains, l'enjeu essentiel semblait être le point n° 6 de l'ordre du jour portant sur les règles de fonctionnement. En effet, il s'agissait de savoir si la CNT resterait une organisation de syndicats ayant pouvoir décisionnel ou si, à leurs côtés, pouvaient également figurer des "collectifs" investis dans les mouvements sociaux hors-entreprises. Disons, pour simplifier que la tendance strictement syndicaliste était représentée par la Régionale Asturienne, bloc unanime regroupant les 8 syndicats de la région ; la tendance globaliste était représentée par les deux syndicats de Saragosse (Régionale Aragonaise).

Ainsi, dès l'ouverture du débat sur le point 3 "Contenus idéologiques", la Régionale Asturienne tenta, assez maladroitement, un forçage en présentant une motion définissant la CNT comme "une organisation de syndicats". L'écrasante majorité des délégués, certains partageant d'ailleurs les options des Asturies, rappelèrent à cette Régionale qu'il s'agissait-là de l'introduction

d'un débat propre au point 6 et que cette motion était donc inacceptable. Le texte finalement rédigé par la commission nommée à cet effet définit la CNT comme "une organisation de travailleurs et de travailleuses, aussi bien intellectuels que manuels" et ajoute que "la lutte économique est, donc, un des axes qui détermine le sujet révolutionnaire, mais pas le seul".

Dès lors, tout le déroulement du Congrès sera conditionné par ce fameux point 6 vers lequel tout débat sur les collectifs et les mouvements sociaux est systématiquement renvoyé. Ainsi, le courant syndicaliste tente une nouvelle fois sa chance lors du débat sur le point 4 contenant un paragraphe sur "la CNT et les mouvements alternatifs". Deux positions sont défendues : selon la première, la CNT se suffit à elle-même et, si elle partage un certain nombre d'idées proches de ces mouvements, elle n'a pas à y intervenir, tout au plus à les soutenir. La seconde, globaliste, considère que la CNT doit intervenir partout, sur tous les terrains. La motion, finalement approuvée indique que "la transformation sociale requiert, plus que jamais, le développement de luttes hors entreprises". C'est pourquoi "la CNT se propose d'englober dans ses activités un travail sérieux et constant de formation, de débat, de participation sur les divers terrains sociaux : libération de la femme, écologie, antimilitarisme, etc.". Aux Asturies qui demandaient que l'on précise que ces mouvements se situent "en marge de la CNT", il fut répondu que ce thème serait traité au point 6. Le paragraphe du point 4 portant sur la réunification mérite d'être souligné (voir encadré).

Le point 5 sur la stratégie syndicale ne posa pas de problème en ce qui concerne la participation aux élections syndicales, renou-

velant ainsi l'accord de Valence d'il y a trois ans. Il n'en fut pas de même quant à la participation ou non à l'Institut National pour l'Emploi et à la Sécurité Sociale. La participation fut finalement approuvée majoritairement contre l'avis de certains délégués considérant ces organismes comme bureaucratiques et récusant une telle institutionnalisation de la CNT.

LE FAMEUX POINT N° 6

Le débat sur ce point traitant de la structure interne de la CNT fut bien, comme on s'y attendait, passionné. Mais outre les deux pôles déjà décrits, un certain nombre de délégués ont défendu une troisième thèse qui est loin d'être dénuée d'intérêt. Selon eux, le problème des "collectifs" n'est pas, exclusivement, celui des mouvements sociaux. Il s'agit, par exemple, de trouver une formule flexible qui, sans remettre en cause la structure syndicale de la CNT, puisse y faire entrer de nouvelles réalités.

Si les deux syndicats de Saragosse avaient bien du mal à contrer les Asturies lorsque cette Régionale les accusait de vouloir "dévier" la CNT pour la simple raison qu'ils n'ont aucune réalité de base dans leurs secteurs respectifs, cet argument ne pouvait être retourné contre des délégués comme Chimie de Vitoria (Euzkadi) ou Transports de Séville (Andalousie), très implantés dans leurs secteurs. C'est d'ailleurs ce dernier délé-

gué qui posa le plus clairement le problème en rappelant qu'à Séville les 42 % de la population active sont au chômage. Dans ses conditions, les jeunes ne trouvent pas d'emploi, n'ont aucune pratique syndicale et ne peuvent trouver leur place à la CNT telle qu'elle est actuellement structurée. En l'absence d'un mouvement libertaire organisé en Espagne, ces jeunes repartent dans la nature...

La motion majoritaire établit, finalement, la possibilité de l'existence de collectifs dans la CNT mais n'ayant aucun pouvoir décisionnel lequel est détenu en exclusivité par les syndicats.

Les points 7 et 8 seront par contre, assez rapidement traités.

Sur la question nationale, la motion prend la défense de "la personnalité nationale de chaque peuple de l'Etat espagnol" définissant ce dernier comme "un Etat renfermant de nombreuses nations et des minorités ethniques". Sur la situation internationale, constatant la faiblesse du mouvement syndical libertaire "très divisé et investi dans des tâches idéologiques", à l'exception de la SAC suédoise, la CNT accordera une priorité dans ses relations internationales aux mouvements syndicaux proches de ses thèses et le mouvement libertaire au niveau international.

Ce VIII^e Congrès s'est clôturé par l'élection du nouveau secrétaire général (Carlos Ramos, du syndicat de l'Administration publique de Madrid).

Miguel Linarès

(1) Comme le signalait déjà Agora (n° 3) à propos du Congrès de Valence de juillet 80.



SOLIDARIDAD OBRERA

Organo de la Confederación Nacional del Trabajo en el exilio



VERS LA RÉUNIFICATION

La CNT-historique est profondément divisée, comme nous l'indiquions à propos de son VI^e Congrès (1), entre une tendance dite "immobiliste" et une autre appelée "progressiste". Outre les problèmes de démocratie interne, le clivage essentiel porte sur la stratégie syndicale. A l'instar de la CNT-Renovée, la tendance "progressiste" de la CNT-historique se prononce pour une participation aux élections syndicales, ce qui l'expose à de constantes pressions et menaces d'expulsion pour non-respect de l'accord de boycott. Nous assistons donc, à trois ans d'intervalle, à une nouvelle division pour les mêmes raisons. De fait, la tendance "progressiste" qui semblait être à deux doigts de remporter la majorité au VI^e Congrès a été mise en minorité lors du Congrès monographique, trois mois plus tard (2).

Pendant, à la base, plusieurs syndicats "progressistes" travaillent avec leurs homologues de la CNT-Renovée. C'est ce qui explique la présence de plusieurs de leurs militants, à titre d'observateurs, au VIII^e Congrès donc ceux du Metro de Barcelone.

Après un long débat, la CNT-Renovée a décidé d'adresser un appel large à tous les militants se réclamant de la CNT, incluant donc aussi ceux de la tendance "immobiliste" mais aussi ceux qu'un délégué a nommés "cette troisième CNT composée des militants qui ont quitté l'une ou l'autre CNT".

Les "progressistes" envisageraient de tenir une Conférence de Syndicats dans les mois à venir qui pourrait répondre favorablement à l'appel.

L'accord pris par la CNT-Renovée pose toutefois deux conditions: le non dogmatisme et l'acceptation de la stratégie syndicale qui a été décidée à ce VIII^e Congrès. Deux conditions que les "progressistes" ne devraient pas avoir du mal à accepter.

Ainsi donc, il semble bien qu'à brève échéance nous nous acheminions vers la réunification entre CNT-Renovée et "progressistes". D'ici là, le travail conjoint à la base se poursuivra pour aboutir à un Congrès de Réunification au sujet duquel certains avancent déjà comme date le printemps 84.

(1) Voir Agora n° 15.

(2) Suite à ce Congrès monographique (Torrejón de Ardoz, avril 83) le secrétaire général élu au VI^e Congrès (Barcelone, janvier 83) Antonio Pérez Canales, représentant la tendance "progressiste", avait présenté sa démission.

LIVOURNE-LA-REBELLE

DEPUIS sa naissance, à Livourne comme ailleurs, le fascisme a montré sa vraie nature contre-révolutionnaire en se déchaînant contre le mouvement ouvrier et ses organisations. Mais, dans cette ville, "squadristi" et leurs sbires rencontrèrent un terrain particulièrement hostile et dangereux (1).

CE sont, surtout, les groupes de jeunes anarchistes qui ont rendu la vie impossible aux fascistes : la Ligue des étudiants subversifs, inspirée par les anarchistes, mais comprenant aussi socialistes et républicains ; les "Hardis du Peuple" (Arditi del Popolo) avec leur base dans le quartier "Venezia", près du siège de l'USI. Après quelques bastonnades, les fascistes n'ont plus osé s'aventurer dans les quartiers prolétaires.

En 1921, ce sont même les anarchistes qui assurent le déroulement du XVII^e Congrès National du Parti Socialiste (au cours duquel devait se concrétiser la scission du PCI), en repoussant les groupes fascistes qui entendaient l'empêcher (2).

LES PREMIERS ASSASSINATS

EN août 1922, juste après la fin de la grève menée par la réformiste "Alliance du Travail", les fascistes décidèrent de punir Livourne la Rebelle : grâce à des renforts venus de Florence, ils occupèrent le Palais de la Municipalité et assassinèrent des militants de gauche. Sur le chemin du retour, ils furent attaqués par un groupe des "Arditi del Popolo" et, dans l'affrontement qui s'ensuivit, devait tomber l'anarchiste Filippo Filippetti (3).

Malgré l'assassinat de trois autres anarchistes (Gilberto Catarsi, Nardi et Amedeo Baldasseroni), malgré les nombreux blessés et les attaques de leurs sièges (comme celle menée contre le journal anarchiste "Il Seme") l'organisation libertaire ne céda pas et, jusqu'aux Lois Spéciales de décembre 1926, les groupes de l'Union Anarchiste Italienne et de la Bourse du Travail (USI) continuèrent à être actifs, à Livourne.

Les fascistes ne purent avoir raison de l'opposition anarchiste que lorsqu'ils reçurent l'appui inconditionnel de l'appareil étatique. Déjà, en septembre 26, presque tous les militants de l'U.A.I. avaient été arrêtés au sortir d'une réunion unitaire en vue d'organiser l'aide aux détenus antifascistes. Ceux, peu nombreux, qui restèrent en liberté furent soumis à une étroite surveillance et, périodiquement, ils étaient préventivement incarcérés.

Cependant, tout ne fut pas tranquille pour le régime durant ces deux décennies. Clandestinement, des tracts diffusés parmi les travailleurs continuèrent à être imprimés contre le fascisme, pour l'anniversaire du 1^{er} Mai, contre la guerre d'Éthiopie, pen-

dant que de nombreux écrits muraux témoignaient que l'accord avec la dictature n'était pas unanime.

L'opposition antifasciste se manifesta également de façon plus bruyante : participation populaire à l'occasion des funérailles du socialiste Capocchi et du communiste Camici, victimes du fascisme ; attentats à l'explosif réalisés par des anarchistes contre la caserne de la Milice et un siège du "Fascio".

Nombreux furent les anarchistes livournaïses qui prirent part à la guerre civile d'Espagne. Citons : Armando Fossi, Guglielmo Nannucci, combattants dans les colonnes de la CNT-FAI.

MAIN BASSE SUR LES ARMES

APRÈS le déclenchement du second conflit mondial, les contacts entre anarchistes de villes et de régions différentes comme Florence, Gênes, Milan et Bologne reprirent et, avant même le 25 juillet 43, les anarchistes commencèrent à préparer leur propre armement.

A la suite du 8 septembre, alors qu'exploitait la colère du peuple contre les hommes et les symboles du fascisme, les anarchistes, guidés par Virgilio Antonelli, avec deux communistes et le républicain Ramaciotti, purent s'emparer de mitrailleuses, de bombes, pistolets-mitrailleurs et même d'un canon de petit calibre appartenant à la Défense Côtière, et transportèrent le tout dans un local des environs d'Ardenza. Même la caserne de la Marine militaire fut "nettoyée".

Le lendemain matin, quelques divisions de l'Armée se concentrèrent sur l'Aurélié, prêts à la bloquer. La population accueillit bien ces soldats prêts à lutter contre les



troupes allemandes, pendant que quelques membres de la Concentration Antifasciste coordonnaient l'action des antifascistes en armes. Quelques camions allemands furent bloqués et des soldats faits prisonniers. Dans l'après-midi, toujours à Ardenza, eut lieu un échange de coups de feu auquel prirent part des civils, tandis qu'en bord de mer le canon récupéré ouvrait le feu sur un char d'assaut allemand, l'incendiant et tuant deux des membres de l'équipage.

Mais l'héroïsme seul ne peut, toutefois, compenser le manque d'organisation ni la débandade des divisions militaires et, donc, le 10 septembre, les Allemands se rendirent maîtres de la ville.

Pendant que les casernes étaient envahies par la population qui en dévalisait les magasins, les antifascistes purent récupérer de nouvelles armes. Elles permirent, trois ou quatre jours plus tard, le début de la vraie guerre de Résistance partisane.

Le premier Comité de Libération Nationale, héritier des "Comités Inter-partis" déjà existant, n'obéissait à aucun schéma et était la pure expression de l'antifascisme du peuple de Livourne. Sa composition même, très différente de celle du C.L.N. central, respectait la tradition quarante-huitarde de la ville. En faisaient partie : les communistes, les anarchistes de la Fédération Communiste Libertaire (avec Virgilio Antonelli et Giovanni Biagini), les républicains, les socialo-chrétiens. Vers la fin, même les "activistes" y adhèrent, alors que le parti libéral et les démocrates-chrétiens, par ailleurs politiquement inexistant, ne le rejoignirent qu'à la Libération (4).

LES BRIGADES GARIBALDI

A cause des bombardements aériens continus, aveugles (5), qui provoquèrent l'évacuation quasi totale de la population et le démantèlement de la plus grande partie de l'industrie, Livourne en vint à se trouver dans une situation désastreuse qui rendit impossible — contrairement à d'autres gros centres urbains — la mise sur pied de "Groupes d'Action Partisane".

L'installation du commandement allemand dans le cœur de Livourne, surnommé la "zone noire", ayant pour effet l'éloignement forcé de tous ses habitants, représenta par la suite un obstacle à l'organisation de la Résistance. Par conséquent, il ne fut possible de créer une discrète organisation militaire (constituée des GAP) que dans les seules zones périphériques comme à Ardenza, Antignano, Colline, Salviano et Montenero où un grand nombre de Livournais avait trouvé refuge.

Par la suite, nombre de ces organisés affluèrent au Commandement-relais du Castellaccio, pour être dirigés vers les formations partisans de la province et du Maremma où ils constituèrent le 10^e détachement "Oderdan Chiesa".

Il semblait inimaginable que le Commandement du Castellaccio, tenu depuis septembre 43 par quelques "Gapistes" armés envoyés là parce que "grillés", puisse cesser sa fonction de lieu de triage, pour devenir un détachement opérationnel autonome et très vite, grâce à la force acquise, qu'il puisse assumer la formation d'une brigade (la 3^e Brigade Garibaldi "Oberdan Chiesa"). Mais malgré la zone géographique inadaptée à la guérilla (terrain non boisé et parcouru de routes carrossables),

malgré l'extrême difficulté du ravitaillement, le détachement, avec une structure tactique et organisationnelle très originale, assura la puissance d'une brigade avec 130 hommes, équipés pour moitié d'armes automatiques et, pour le reste, de fusils. La Brigade, occupant la zone "Quarata" située entre Nibbaia et Chioma, resta maîtresse de ce plateau, sans interruption.

En outre, dans la zone de Livourne et ses environs, opéraient la 3^e Brigade Garibaldi "Val di Cecina" et la 3^e Brigade Garibaldi "Val di Cornia". Ensemble, les trois brigades disposaient de 700 combattants et encadraient 700 "Sapistes" (des Commandos d'Action Partisane — Squadre di Azione Partigiana), utilisés pour diverses missions et actions dangereuses dans les centres urbains. Elles furent à l'origine de la Division Garibaldi Livourne, dédiée à Lanciotto Gherardi (résistant anarchiste tombé au combat), adhérente au C.L.N. de la province de Livourne.

L'"Oberdan Chiesa" se caractérisa, dès le début, par sa structure mais surtout par sa connotation politique, nettement révolutionnaire. En plus de la présence anarchiste en son sein, elle se composait surtout de communistes dont l'énorme majorité était encore, à Livourne, bordighiste. Ce n'est pas un hasard si deux officiers de l'armée, déserteurs après le 8 septembre, n'arrivant pas à s'habituer à l'ambiance révolutionnaire existante, très différente de celle de la caserne, quittèrent la formation peu de temps après y avoir été accueillis. Mais, outre l'apport fourni à la lutte armée antifasciste, les anarchistes furent, à cette époque-là, les protagonistes d'autres épisodes non moins héroïques. Ainsi, à l'initiative de quelques anarchistes comme Bientinesi et Antonelli, fut amené en lieu sûr un pilote australien brûlé, tombé en parachute après que son avion eut été touché. Défiant en pleine nuit les patrouilles allemandes qui le cherchaient, avec la collaboration des communistes de la région, les anarchistes réussirent à la soustraire aux recherches et, dans un deuxième temps, à le confier à un groupe résistant du Gabbro, avec lequel il resta, même après sa guérison, jusqu'à l'arrivée des Américains.

"RENDEZ-VOUS, VOUS ÊTES CERNÉS !"

MAIS l'épisode peut-être le plus notable fut la libération de 32 otages, réalisée par les seuls anarchistes. Il s'agissait d'un groupe de Livournais (dont les anarchistes Arrigo Catani et Mario Batini), pris dans une rafle par les Allemands et conduits à Bologne pour travailler à des installations militaires. Leur libération ne fut le fait que des seuls Virgilio Antonelli et Giovanni Biagini, aidés par Romolo et Egisto Biagini, de la sœur et de la belle-sœur de Biagini.

Arrigo Catani, qui avait été conduit au Commandement allemand du secteur, fut le premier libéré. Virgilio Antonelli y entra, pendant que les autres l'attendaient dehors, et déclara que la Kommandantur était cernée et qu'ils avaient cinq minutes pour relâcher le prisonnier. Le bluff réussit et c'est ainsi que, peu à peu, ils firent évader tous les autres otages (6), aidés en cela par des anarchistes et des communistes bolognais qui favorisèrent également la fuite des déportés vers l'Allemagne en transit en gare de Bologne. C'est au cours d'actions analo-

gues que, du côté de Lucca, furent arrêtés les anarchistes Nello Malacarne de Livourne et Libero Mariotti de Pietrasanta. Le premier fut libéré à la fin de la guerre, le second à Piacenza (alors qu'il allait être fusillé) grâce à un échange de prisonniers imposé aux Allemands par l'anarchiste Emilio Ganzi, commandant partisan.

À l'arrivée des "Alliés", Livourne était un amas de ruines ; les anarchistes se mirent alors au travail et commencèrent à mettre en place les premiers services sociaux (le premier service de transport fut le leur) et prirent part à la remise en état du port, de la verrerie et du chantier naval, menée par les Comités de Gestion.

Mais ils s'occupèrent aussi de l'élimination de criminels et de collaborateurs fascistes et lorsqu'arriva l'ordre américain de rendre les armes, ils refusèrent de le suivre. Tout comme ils refusèrent, au cours des années suivantes, de renoncer à l'initiative révolutionnaire et à la réorganisation de leur propre fédération, en prenant une part active dans la vie de la Fédération Anarchiste Italienne (FAI), jusqu'à nos jours.

Centre Rédactionnel de Livourne de "Umanità Nova" Recherche historique de Marco Rossi.



(1) "Par la tutelle de l'ordre public", le ministère de l'intérieur décidait, le 8 août 22, la passation du pouvoir civil à l'autorité militaire dans les provinces de Milan, Gênes, Ancône, Livourne, Parmes.

(2) Cet épisode, qui continue à être ignoré par les "historiens" socialistes et communistes, a été confirmé par l'anarchiste livournais Virgilio Antonelli, récemment disparu. En cette occasion, il fut possible de rencontrer Amedeo Bordiga qu'il avait revu après des années de relégation.

(3) Tous les anarchistes livournais ne faisaient pas partie des "Arditi del Popolo". Selon un rapport du Préfet de juillet 21, le nombre des inscrits, répartis en groupes, était de 800 dont 90 anarchistes qui constituaient le 3^e Commando, guidé par Augusto Consani.

(4) Une telle attitude opportuniste et le rôle tenu par les forces politiques — refuge pour ceux qui n'avaient rien à voir avec la Résistance — suscita, de la part des anarchistes et des communistes, une violente réaction qui culmina le 27 novembre 45, au lendemain de la chute du gouvernement Parri, émanation de la Résistance. Une chute provoquée par la Démocratie-chrétienne et les libéraux. La grève générale, menée par la Bourse du Travail, se termina par la prise d'assaut et la mise à sac du siège local du Parti Libéral, Place Cavour.

(5) Durant la guerre, Livourne fut l'une des villes les plus bombardées d'Italie. Elle dut subir, de la part des Anglais, des Français, des Américains et des Allemands, 76 bombardements lourds, 24 légers et 24 pilonnages (sans compter ceux survenus entre le 2 juin et le 2 octobre 44, sur lesquels il n'existe aucune documentation).

(6) A l'origine, les otages étaient au nombre de 35. Mais 3 d'entre eux tentèrent une évasion de façon isolée, furent repris et fusillés.

LEX... TELEX... TEL

LA LENTE AGONIE DE L'O.L.P.

Après 18 ans de combat, la longue lutte de l'O.L.P. prend fin aujourd'hui à Tripoli. Arafat essaie encore de négocier sa défaite, alors que, politiquement, il sait, et cela depuis août dernier, que l'O.L.P. vit ses dernières heures. Le combat qui se mène, à l'heure actuelle, à Tripoli est le dernier, semble-t-il, que livre l'organisation palestinienne ; c'est aussi le premier dans lequel s'affrontent, directement, la Syrie et Israël en vue de se partager, provisoirement, le Liban.

Que peut l'O.L.P., dans cette lutte où, elle sert à la fois d'enjeu et de prétexte ? Chassés de Beyrouth, il y a un an, les feddayins palestiniens ont été dispersés à travers les états arabes. Peu après leur départ, eurent lieu les massacres de Sabra et Chatila. L'émotion, à ce moment, était vive tant en Europe qu'en Israël. Mais Arafat ne sut pas l'exploiter immédiatement et perdit tout le bénéfice qu'il eût pu tirer d'une telle situation. Les pays arabes, qui n'avaient pas levé le petit doigt pendant toute cette période, ne perdirent pas leur temps. Ce fut la Syrie qui profita le plus de la situation. Pariant sur la faiblesse politique de l'O.L.P., elle incita les dissidents d'Abou Moussa à se tourner contre leur organisation. La manœuvre échoua dans la mesure où les principales composantes palestiniennes refusèrent d'entrer dans la stratégie syrienne. L'exemple de la Saïka, partie prenante de l'O.L.P., pro-syrienne, intégrée totalement aujourd'hui à l'armée de Damas, leur montrait le sort qui les attendait, si elles se prêtaient à un tel jeu.

A défaut d'avoir pu, par le biais des dissidents, vassaliser l'O.L.P., la Syrie est prête à la contraindre, par les armes, à se mettre sous sa tutelle. En effet l'organisation palestinienne n'est pas pour elle un objectif mais un moyen. Depuis 76 et les conversations qui eurent lieu entre Assat et Kissinger, tout tend à prouver que le but est de partager le Liban entre la Syrie et Israël. Sur le terrain, c'est presque chose faite. Seule la Jordanie peut être inquiète de la puissance ainsi accrue de son voisin.

L'U.R.S.S., quant à elle, ne peut qu'acquiescer. Prise en tenaille entre son désir d'apparaître, si cela est encore possible, comme un pâle leader tiers-mondiste (en soutenant l'O.L.P.) et sa volonté de ne pas perdre sa dernière carte au Proche-Orient (en appuyant la Syrie), l'Union Soviétique n'a guère le choix. Et ceci est d'autant plus délicat que le jeu personnel de la Syrie s'apparente chaque jour davantage à celui de la Lybie en Afrique. Les "alliés" ne sont plus ce qu'ils étaient...

L'espoir, pour les Palestiniens, de retrouver un jour leur territoire, s'estompe. L'O.L.P., en tant qu'embryon d'Etat, n'a pas su élargir son assise sociale, notamment en Israël, dans les territoires occupés. Cependant sa disparition mettrait fin

aux espérances de toute la population palestinienne dispersée au Proche-Orient. En ce sens ce serait aussi un recul de nos propres espoirs.

J.D.

LA GRENADE, PORTE OUVERTE VERS LE NICARAGUA

Le coup de poing sur la Grenade a montré que, Reagan, fort du soutien d'une opinion américaine favorable au maintien de ses troupes à Beyrouth, tient à finir son mandat en beauté et peut-être assurer sa réélection.

L'île, en soi, et au vu de ce qu'en a présenté la presse par la suite, ne constituait qu'un danger très minime pour les Etats-Unis. Le matériel cubain entreposé ne menaçait guère le fief américain et le régime politique aurait pu être accepté par Washington. Les atermoiements de Bishop et ses offres polies faites à Reagan, l'ont assez bien montré.

Mais le but de l'intervention U.S. était de tester plusieurs éléments : il s'agissait d'abord d'apprécier la réaction de l'opinion publique américaine. Dans la mesure où les combats furent menés rapidement, elle a réagi favorablement. Restait à peser l'attitude des alliés des Etats-Unis ; malgré quelques déclarations intempestives, aucun n'a bougé, et Mitterrand qui envisageait peut-être déjà le bombardement au Liban, s'est contenté de quelques banalités (Adieu, Cancún !).

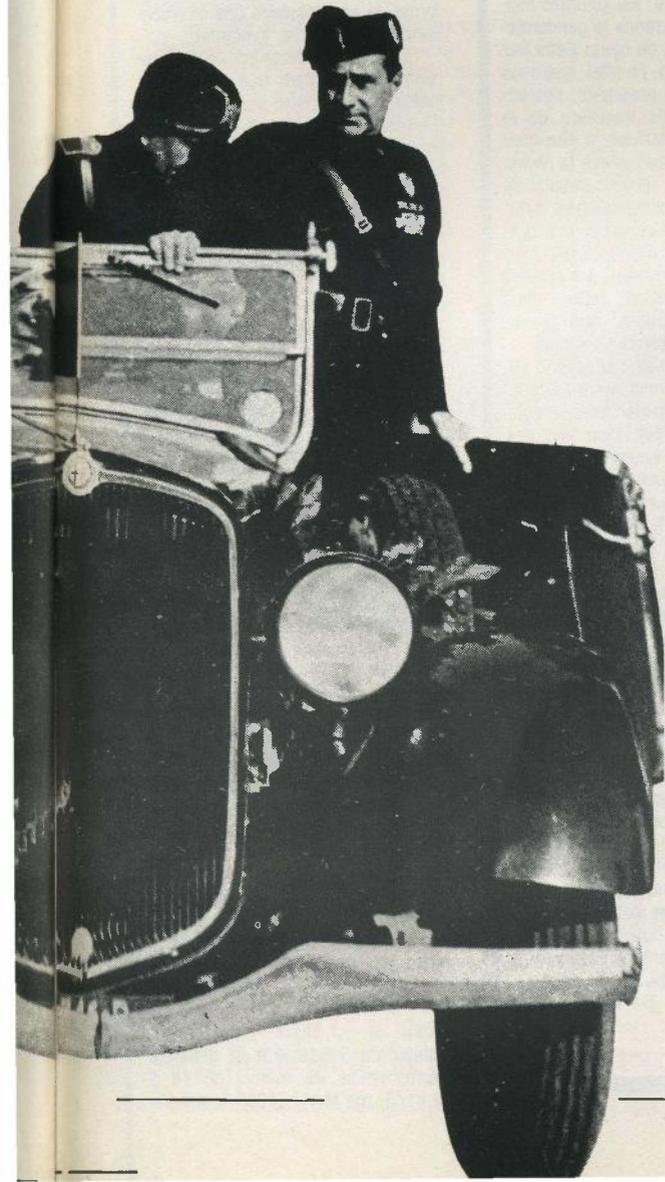
Le bilan politique de l'expédition fut donc concluant pour Reagan. Après ce coup d'essai, il peut désormais envisager de mettre en œuvre des actions de plus grande envergure. Tout en excluant une aventure sur Cuba qui poserait des problèmes militaires et diplomatiques autrement plus graves, il ne peut songer qu'au Nicaragua.

Le gouvernement de ce pays l'a compris depuis longtemps ; les tout récents sabotages dans les ports pétroliers nicaraguayens, œuvres de la CIA, le lui ont rappelé, s'il avait pu l'oublier. Une CIA qui vient de recevoir 24 millions de dollars, accordés par le Congrès américain, pour venir en aide aux groupes antisandinistes...

D'autre part, les manœuvres militaires qui ont lieu, en ce mois de novembre, au Honduras, et auxquelles participent 2 000 "marines", ne peuvent qu'accroître l'inquiétude. Ceci d'autant plus que les chefs d'état-major du Salvador, du Guatemala, de Panama et du Honduras ont envisagé récemment de "permettre aux forces de sécurité et armées de Panama et des autres pays d'Amérique Centrale de participer à une action pour la pacification du Nicaragua". Dans une telle éventualité, les sandinistes savent déjà qu'ils ne pourraient compter ni sur l'aide soviétique ni sur celle de Cuba.

Tout en sachant ce qu'est le Nicaragua aujourd'hui (interdiction des grèves, etc.), il est important de donner un coup d'arrêt à l'impérialisme américain dans cette zone du monde. Et il faudra beaucoup de coups pour l'abattre...

V. MARCOS





INSOUMISSION COLLECTIVE

Nous sommes quelques personnes sur la région Auvergne à avoir eu notre statut d'objecteur refusé pendant ces derniers mois. Après quelques mois d'appel différé consécutifs au 10 mai, nous avons reçu cet été une invitation à refaire une demande conforme à la nouvelle loi, avant le 9 décembre 83.

Revendiquant le refus de la conscription comme un acte antimilitariste, nous n'avons pas l'intention de refaire une nouvelle demande. Nous voudrions préparer une défense collective face à la répression qui fera suite à notre insoumission.

Ne pensant pas être les seuls dans cette situation, nous invitons les gens concernés à en débattre avec nous.
(C.A.R.M., c/o Ateneo, 8, rue de l'Ange, 63000 Clermont-Ferrand).

ENFIN, RADIO LIBERTAIRE

Après plus de deux ans de vicissitude et de combats incessants (interdiction, saisie, etc.) Radio-Libertaire a enfin réussi à faire admettre l'existence légitime de la voix des anarchistes sur la bande F.M. grâce à la libération d'une 23^e fréquence.

En effet, dès que cette fréquence 103,9 MHz, sera libre, Radio-Libertaire y émettra de 3 h à 6 h, de 13 h à 17 h et de 19 h à 24 h. Dans l'attente, R.-L. continue sur 89,5 MHz.

Cette étape victorieuse est le résultat des milliers d'efforts, petits et grands, fournis en France et à l'étranger, par tous ceux qui se sont battus pour une "voix sans maître".

Il ne faut pas s'arrêter à cette première étape. Le combat continue. La voix des anarchistes doit pouvoir être entendue sur les ondes, 24 heures sur 24, à Paris, à travers toute la France, et dans le monde entier.

Il est indispensable de rester mobilisés pour cette nouvelle lutte. Tous ensemble, unissons nos efforts pour que Radio-Libertaire s'étende et se multiplie dans le monde entier.
(Radio-Libertaire : 145, rue Amélot, 75011 Paris).

NE PAS SE TAIRE

Le jeudi 10 novembre à 15 heures, au domicile de ses parents, Thierry CAMPANATTI, insoumis depuis le 1^{er} décembre 1981, a été arrêté : il est, depuis, écroué à la prison St-Paul à Lyon.

Thierry Campanatti est un des animateurs du Collectif Insoumission Action de Lyon, connu dans cette ville comme militant du Collectif Libertaire et pour sa participation active à l'abolition des T.P.F.A.

Son arrestation, la veille de la commémoration de la Boucherie de 14-18, et dans l'atmosphère patriotico-guerrière du moment, n'est certainement pas due au hasard. Les poursuites engagées contre Thierry, après la condamnation de Bernard Jaudon (six mois de prison ferme), Michel Fache, etc., prouvent une fois de plus que la logique de la répression envers les réfractaires à l'armée est toujours la même, malgré les changements de gouvernement.

Nous ne laisserons pas le silence se faire sur son arrestation et nous exigeons la libération immédiate de Thierry Campanatti et de tous les réfractaires à l'armée, ainsi que l'arrêt de toutes les poursuites.

(Comité de soutien : 13, rue Pierre Blanc, 69001 Lyon).

LES VOIX DU PASSÉ

En vente dès maintenant (50 F). Un montage sonore réalisé par des membres de l'Association pour une Culture Libertaire : "LE MOUVEMENT LIBERTAIRE DANS L'ALLIER AU DEBUT DU SIECLE". Avec notamment : Mme Souchon, fille de l'écrivain-paysan Emile Guillaumin, M. Dubost, militant libertaire de cette époque, M. Paul, libre-penseur de Bourbon-l'Archambault. Dans cette cassette vous trouverez aussi : textes d'affiches, de journaux, biographie de militants libertaires ; une chanson de la libre-pensée interprétée par M. Dubost ; fiche des autorités de tutelle sur ce mouvement ; organisation et actions du groupe libertaire de Moulins ; relation des militants locaux avec le mouvement

national ; implantation de ce courant dans le monde syndical, tant ouvrier que paysan.

Pour la première fois dans notre département, cette organisation si longtemps décriée et méconnue, ouvre une page de son histoire au public. Cette cassette, présentée sous forme d'une conversation, n'en est que plus attrayante (durée d'enregistrement : environ 1 heure). (Association pour une Culture Libertaire, B.P. 49, 03400 Yzeure).

CHRONIQUE DU 11 NOVEMBRE

Comme chaque année, le 11 novembre était, pour quelques militants du Groupe Anarchiste d'Amiens, l'occasion d'affirmer le refus de la militarisation accrue de la société. Cinq personnes, dont quatre porteuses de tee-shirts sur lesquels était inscrit "A bas toutes les armées" furent embarquées manuellement sitôt arrivées près du monument aux morts d'Amiens où avait lieu la cérémonie. Le motif invoqué par la police fut "pour prévenir tout action de trouble de l'ordre public" (sic). Y aurait-il un faciès antimilitariste ?

Après trois heures de garde à vue à l'hôtel de police, les autorités militaires, en l'occurrence la gendarmerie, s'occupaient de nous. Cette fois le motif était autre. En effet, quelques jours avant le 11 novembre, des lettres à en-tête du ministère de la Défense étaient arrivées à plusieurs dizaines de personnes dans la région d'Amiens, leur recommandant de "se rendre au rassemblement commémoratif, afin d'effectuer une préparation en vue d'une mobilisation générale". Evidemment, il s'agissait d'un canular, original certes, mais auquel le groupe anarchiste d'Amiens est totalement étranger.

C'est donc un délit d'opinion qui est reproché aux militants du G.A.A. Alors qu'il n'y avait rien à leur encontre, leur simple présence lors des cérémonies du 11 novembre a suffi à ce que les pandores les interpellent. Verra-t-on le retour des arrestations préventives ? Le G.A.A. tient à rappeler que s'il fait de la propagande antimilitariste, il a toujours signé ses tracts et ses brochures et n'a jamais utilisé de moyens détournés pour affirmer ses idées.

Plus de trois heures au commissariat, huit heures de garde-à-voir à la gendarmerie, il ne fait pas bon afficher ses opinions ouvertement de nos jours ! Faut-il se taire pour autant ? Evidemment non ! Ces garde-à-voir, accompagnées de perquisitions, non fondées, sont une nouvelle preuve de la militarisation accrue de la société. Face à cela, il est urgent de répondre, de lutter contre l'armée et de se battre pour que quiconque puisse publiquement afficher ses idées, même si elles vont à l'encontre de l'ordre établi.
(G.A.A., B.P. n° 7, 80330 Longueau).

LA VILLE DE FOIX, UN JUGE DE MAUVAISE FOI

Au printemps 82, 200 kg d'explosifs disparaissent à Prayols (Ariège). Ce vol venant juste après celui des armes du camp Clauzel à Foix est monté en épingle par les médias. Le S.R.P.J. de Toulouse, chargé de l'affaire, ne découvre aucune piste.

En novembre 82, le hasard le mène à une cache située au centre de Toulouse. Il y découvre 80 kg d'explosifs qui semblent provenir de Prayols. L'enquête est orientée vers les milieux libertaires toulousains. Elle donne lieu à de bien classiques descentes de police aux domiciles de certains anarchistes. Les différentes perquisitions, interpellations, expertises graphologiques ne donnent concrètement aucune suite à l'affaire.

Il faut savoir que Toulouse subit depuis plusieurs années quelques perturbations que l'on peut, grosso-modo, attribuer à une certaine mouvance libertaire. Différents sabotages économiques et actions symboliques se sont opérés dans la ville, occasionnant d'impressionnants dégâts matériels sans jamais blesser qui que ce soit.

S'il y a, effectivement, une insécurité dans la ville rose, c'est uniquement à l'encontre de malfaiteurs notoires tels l'armée, la justice, les entreprises travaillant pour le nucléaire, l'informatique, les agences intérimaires, etc.

Les pouvoirs publics, tournés en dérision, se sont attachés à travestir cette agitation en terrorisme aveugle et à retourner le défi en criminalisant cette lutte. Les messages et les motivations politiques ont été occultés pour scandaliser le public sur la forme, le spectaculaire des interventions : entre autres, l'attentat.

Dans ce contexte particulier, on comprend aisément que le moindre indice pouvant faire oublier six ans d'infructueuses offensives politico-policieres soit utilisé par les pouvoirs publics et locaux, bien au-delà de leurs propres marges légales. Une vague expertise graphologique, qui sommeille au parquet de Foix depuis mars 83, leur suffit à désigner Christian GIMENEZ (militant libertaire notoirement connu sur la place de Toulouse) comme le coupable idéal. Il est arrêté chez lui, inculpé de recel d'explosifs (par le juge Bardou de Foix) et incarcéré à la prison St-Michel de Toulouse. "ÇA Y EST ON EN TIENT UN !" et deux heures après, comme par hasard, le préfet de police CALIMEZ (poste créé en juillet 83) peut convoquer une conférence de presse et vanter les mérites de sa police.

De même que pour les Irlandais de Vincennes, que pour les trois faux inculpés de l'attentat de Lourdes, on incarnera un individu sans que la preuve de sa culpabilité soit faite.

NOUS EXIGEONS LA LIBERATION IMMEDIATE DE CHRISTIAN GIMENEZ ! et prisons Monsieur le Président de la République de bien vouloir procéder, sans plus tarder, à la réalisation des 121^e et 135^e propositions du candidat Mitterrand :
— LA DESTRUCTION DE TOUTES LES PRISONS !
— L'ABOLITION DU SALARIAT !

En attendant l'application de ces sages propositions, vous pouvez écrire ou télégraphier à : Christian GIMENEZ, n° 12760, 18 bis, Grande Rue St-Michel, 31054 Toulouse Cedex.
Collectif de Solidarité à C. Gimenez (permanences les mardis de 18 à 20 h), 3, rue Merly 31000 Toulouse.

DERRIÈRE MALVILLE, NOS EUROMISSILES

UN rapport gouvernemental récent a montré qu'il y a trop de centrales nucléaires, compte tenu de la baisse de la consommation française d'énergie.

Pourquoi alors mettre en service le surgénérateur SUPERPHENIX de Creys-Malville ? Pourquoi préparer la construction d'un autre surgénérateur ?

— **Ce n'est pas parce qu'il est sûr** : quelques mois avant sa mise en marche, de nombreux problèmes de sécurité restent non-résolus (incendies de sodium, évacuation de la chaleur résiduelle en cas d'arrêt brusque, excursion nucléaire possible...). Sans parler du caractère tragi-comique du plan ORSEC-RAD de secours des populations...

— **Ce n'est pas parce qu'il est plus rentable** : Même le constructeur, la NERSA, reconnaît que le kWh produit par SUPERPHENIX coûtera au moins aussi cher que celui des centrales au charbon et au fuel (que l'on ferme aujourd'hui).

— **Ce n'est pas parce qu'on a besoin d'électricité** : en 1990, la production prévue d'électricité sera de 390 milliards de kWh ; la consommation sera plus faible de 60 milliards de kWh, soit une surproduction de 15 %. Pour éponger cet excédent, EDF va développer le travail de nuit, le travail posté, dans l'industrie, et le gaspillage du chauffage électrique chez les particuliers.

POURQUOI ALORS SUPERPHENIX ? PARCE QUE LES MILITAIRES ONT BESOIN DE PLUTONIUM !

LES nouveaux systèmes d'armes nucléaires prévus par la loi de programmation militaire récemment votée (missile M4, Hades, air-sol tactiques) et la production en série probable de la bombe à neutrons nécessiteront 6 tonnes de plutonium "de qualité militaire". Le stock actuel est de moins d'une tonne. D'où viendra le reste ? Les réacteurs graphite-gaz (Chinon, Marcoule), qui ont fourni le plutonium jusqu'à présent, sont fermés ou sur le point de l'être. Les PWR fournissent un Pu de mauvaise qualité et actuellement très difficilement récupérable. La solution : les surgénérateurs ! SUPERPHENIX produira 300 kg de plutonium par an de qualité militaire, facilement récupérable. Avec un second surgénérateur, actuellement à l'étude, les militaires pourraient obtenir 600 kg par an, ce qui leur permettrait en dix ans (comme leurs plans le prévoient) d'avoir la charge nucléaire de leurs missiles. Dans ce contexte, la réalité policière de la société nucléaire sera encore renforcée : surveillance des sites, surveillance des travailleurs, secret industriel à caractère militaire, énergie centralisée, fichage et surveillance des opposants, veto informatique.

**CONTINUER LE NUCLÉAIRE,
C'EST AUSSI UN CHOIX MILITAIRE**

LA surgénération s'inscrit donc dans la nouvelle politique de défense nucléaire du gouvernement, envisageant la possibilité d'une guerre nucléaire limitée en Europe.

— La dissuasion nucléaire classique est une **politique inefficace et dangereuse**, car cet armement, censé nous protéger, en prenant en otage la population adverse, aboutit à la destruction pure et simple de la France (passons sur le problème politique de la mise en jeu de toute une population !)

— La modernisation des armements nucléaires dits tactiques (Hades, bombes à neutrons) multiplie le danger de guerre, rendant le pays CIBLE d'une première frappe (préventive). La sophistication des armes nucléaires aboutit à une véritable course au surarmement et à la recherche d'une première frappe décisive. **Plus les armes sont performantes, plus l'exposition au danger d'une première frappe est grande.**

— **L'armement nucléaire n'est pas totalement indépendant**, mais est directement intégré à l'Alliance Atlantique et à la stratégie belliciste américaine. Ce qui confirme le soutien répété de Mitterrand aux Pershing et Cruise américains, et le renforcement de la capacité des euromissiles du plateau d'Albion.

— **L'armement nucléaire renforce la politique des blocs**, définis à Yalta, chaque camp refusant une sortie des alliances qui affaiblit son propre système de défense. L'indépendance politique est ainsi sacrifiée aux intérêts des deux blocs. C'est ainsi que la Pologne a été remise au pas, et que les USA sont intervenus ou ont surveillé les processus socialistes d'Europe du Sud.

— L'industrie nucléaire est un facteur de prolifération d'armement nucléaire dans le tiers-monde (Pakistan, Argentine, Afrique du Sud, Irak). Les centrales nucléaires vendues au tiers-monde, sans respecter les accords de non-prolifération, les ventes d'armes avec des armes quasi nucléaires, renforcent l'exploitation du tiers-monde où les peuples n'ont rien à gagner.

**NON AU NUCLÉAIRE CIVIL ET MILITAIRE
NON A SUPERPHENIX
RUINEUX ET DANGEREUX
DESARMEMENT NUCLÉAIRE
UNILATÉRAL,
et tout de suite :**

**ARRÊT IMMÉDIAT DES ESSAIS
ATOMIQUES
ARRÊT IMMÉDIAT DE LA
MODERNISATION (BOMBE N...)
SORTIE DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE
NI PERSHING, NI SS 20,
NI FORCE DE FRAPPE FRANÇAISE**

Premiers signataires : Collectif d'Opposition à Superphénix, LCR, Les Verts, CCA, CLAR-CODENE Lyon, PSU Ain, AT Lyon, GARM, MAN Lyon, Collectif Paix et Désarmement, Coordination Libertaire, MDPL Lyon, CODENE Nice.



SALUT, REISER !

VIVE L'ANARCHIE



MIEUX
QUE FA !



REISER